

Meinerseits kann ich Ihnen versichern, dass Anträge der Fraktionspräsidentenkonferenz, sofern sie an und für sich gegen Bestimmungen des Reglementes verstossen, Ihnen in Zukunft schriftlich ausgeteilt werden, bevor Sie darüber zu befinden haben.

Abstimmung – Vote

Für den Ordnungsantrag Stamm	88 Stimmen
Dagegen	47 Stimmen

88.323

Dringliche Interpellation der sozialdemokratischen Fraktion Asea Brown Boveri (ABB). Abbau von Arbeitsplätzen

Interpellation urgente du groupe socialiste Asea Brown Boveri (ABB). Licenciements

Wortlaut der Interpellation vom 1. März 1988

Seit Beginn dieses Jahres haben sich die schwedische Firma Asea und die schweizerische Brown Boveri (BBC) zu einem im Elektrobereich weltweit führenden Konzern zusammengeschlossen. Die unterschiedlichen Leistungswerte (Produktivität, Ertragslage, Forschungseffekte, usw.) und Organisationsstrukturen sollen einander durch Restrukturierungsmassnahmen angepasst werden. Die diesbezüglich schlechtere Kenndaten aufweisende BBC muss sich deshalb dem leistungsstärkeren nordischen Partner angleichen.

Die ersten sozialen Folgen dieser Konzentrations- und Strafbemühungen werden jetzt sichtbar: Nachdem die BBC schon im vergangenen Jahr rund 1000 Stellen gestrichen hat, sollen in den nächsten beiden Jahren nochmals 2500 Arbeitsplätze in der Region Baden-Zürich aufgehoben werden. Bei der Begründung durch den Konzern fällt auf, dass primär externe Gründe (Exportbedingungen, Währungssituation, hohe Produktionskosten, Exportrisikogarantie) geltend gemacht werden und firmeneigene Fehlentscheide und -einschätzungen nicht zur Sprache kommen.

Es ist aufgrund der Produktivitäts- und Ertragserwartungen der Konzernleitung wahrscheinlich, dass dies nur die ersten Schritte einer weiteren Arbeitsplatzschrumpfung sind. Diese massiven Eingriffe haben nicht nur Folgen für die Firma. Sie treffen eine ganze Region und den Aargau insgesamt. Denn die BBC stellt rund einen Drittel aller regionalen Arbeitsplätze zur Verfügung, und rund 40 Prozent der Bevölkerung in der Umgebung sind direkt oder indirekt vom Geschäftsgang dieser Firma betroffen. Zwischen dem Konzern und der regionalen Gemeinschaft besteht eine Art Schicksalsgemeinschaft. Die grosse Verunsicherung der ganzen Belegschaft ob der unklaren Zukunft und die gestern bekanntgegebenen Abbaumassnahmen belasten die Wohlfahrt des Ostaargaus massiv. Zudem ist die BBC für die schweizerische Maschinen- und Elektroindustrie lange Zeit eine Art Glanzstück gewesen.

Der Zusammenschluss zwischen der ausländischen Asea und der Brown Boveri ist aller Voraussicht nach nur der Beginn weiterer internationaler Fusionen grosser einheimischer Firmen. Im Raum der Europäischen Gemeinschaft nehmen die Zusammenschlüsse seit einiger Zeit stark zu. Der Druck zu Firmenkooperationen steigt in Anbetracht der angekündigten EG-Binnenmarktentwicklungen.

Der Bundesrat wird deshalb gebeten, die folgenden Fragen zu beantworten:

1. Wie beurteilt der Bundesrat den Arbeitsplatzabbau der schweizerischen ABB und dessen Folgen für die Allgemeinheit kurz- oder längerfristig?

2. Wurden die zuständigen Bundesbehörden im Rahmen des Zusammenschlusses Asea Brown Boveri und beim gestern angekündigten Arbeitsplatzabbau konsultiert und/oder informiert? Bei dieser Gelegenheit ist darauf hinzuweisen, dass die schwedischen Behörden die geplante Fusion der Asea genehmigen mussten. Die Gewerkschaften notabene auch.

3. Zu welchen Massnahmen sieht sich der Bundesrat angesichts der Betroffenheit einer Region und eines Kantons durch diesen grossen Arbeitsplatzverlust veranlasst? Vor allem die 1500 tangierten Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des industriellen Bereiches können nicht einfach durch andere Betriebe in der Region absorbiert werden.

4. In einem Schreiben des Präsidenten des Verwaltungsrates der ABB an aargauische Parlamentarier wird festgehalten, dass die Bedingungen und die Situation der Exportrisikogarantie ebenfalls Ursachen der Abbaumassnahmen darstellten. Was meint der Bundesrat zu diesem Vorwurf?

5. Wie stellt sich der Bundesrat ganz generell zu diesen internationalen Fusionen schweizerischer Firmen mit leistungsstarken und damit dominierenden ausländischen Konzernen, welche mit einem Teil ihrer Anpassungsmassnahmen das Gemeinwesen bei uns belasten?

Texte de l'interpellation du 1er mars 1988

Depuis le début de l'année, l'entreprise suédoise Asea et la société suisse Brown Boveri ont fusionné et constituent désormais un des premiers groupes électrotechniques dans le monde. Les critères de rendement (productivité, situation financière, effets de la recherche, etc.) ainsi que les structures d'organisation des deux firmes présentent des différences et doivent être harmonisées par des mesures de restructuration. La société Brown Boveri qui atteint de moins bons chiffres qu'Asea doit donc s'aligner sur son partenaire suédois qui est plus performant.

Voilà donc que se font sentir les premiers effets, sur le plan social, de ces efforts de concentration et de rationalisation: alors que Brown Boveri avait déjà supprimé un millier d'emplois l'an passé, on annonce maintenant le licenciement de 2500 autres travailleurs pour les deux prochaines années dans la région de Baden-Zürich. Justifiant cette décision, le groupe invoque en premier lieu des facteurs externes (conditions d'exportation, situation monétaire, coût élevé de la production, garantie contre les risques à l'exportation) mais ne relève aucune erreur de décision ou d'évaluation de la part de l'entreprise. Si l'on considère les perspectives de productivité et de rendement indiquées par la direction du groupe électrotechnique, il est possible que cette contraction des emplois ne s'arrête pas là. Or, les conséquences de ces licenciements massifs ne touchent pas que l'entreprise. C'est toute la région et le canton d'Argovie qui en subissent le contre-coup. Brown Boveri occupe en effet un tiers des travailleurs de la région et environ 40 pour cent de la population des environs est touchée, directement ou indirectement par la marche de l'entreprise. Le groupe et la région partagent en quelque sorte le même sort. L'énorme inquiétude qui pèse sur tout le personnel quant à son avenir et les mesures de compression annoncées hier portent une grave atteinte au bien-être de la population dans tout l'Est de l'Argovie. Pourtant Brown Boveri a été des années durant le fleuron de l'industrie suisse des machines et de l'électrotechnique.

Selon toute vraisemblance, le fusionnement entre l'entreprise étrangère Asea et la société Brown Boveri n'est que le début d'une série d'opérations semblables que devront effectuer des grandes entreprises suisses. Dans la Communauté européenne, les fusions d'entreprises ont fortement augmenté ces derniers temps. La perspective du marché unique européen pousse les entreprises à s'unir.

C'est pourquoi, nous invitons le Conseil fédéral à répondre aux questions suivantes:

1. Que pense-t-il des licenciements annoncés par ABB en Suisse et de leurs conséquences pour la collectivité à court et à long terme?

2. Les autorités fédérales compétentes ont-elles été consultées ou informées à l'occasion du fusionnement Asea-Brown Boveri et de la décision de procéder à des licenciements annoncée dernièrement? A cet égard, il convient de relever que la décision d'Asea de fusionner avec Brown Boveri a dû être approuvée par les autorités suédoises, de même que par les syndicats.

3. Quelles mesures le Conseil fédéral envisage-t-il de prendre eu égard à cette énorme perte d'emplois qui touche une région et un canton? A noter que les 1500 travailleuses et travailleurs du secteur industriel en particulier ne peuvent être absorbés purement et simplement par d'autres entreprises de la région.

4. Dans une lettre adressée aux parlementaires argoviens, le président du conseil d'administration d'ABB relève que le régime actuel de la garantie contre les risques à l'exportation est aussi une des causes de cette compression d'emplois. Que pense le Conseil fédéral de cette critique?

5. D'une manière générale, que pense le Conseil fédéral du fusionnement d'entreprises suisses avec des groupes étrangers au niveau de rendement élevé et donc dominants, fusionnement qui, exigeant des mesures de réajustement structurel, impose une lourde charge à la collectivité suisse?

Sprecher – Porte-parole: Zbinden Hans

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Depuis la moitié des années septante, l'économie suisse se trouve dans un processus de restructuration profonde, comme d'ailleurs celle de tous les pays industrialisés. Afin de s'adapter aux nouvelles conditions du marché international et aux mutations technologiques, de nombreuses entreprises du secteur industriel et artisanal ont modernisé à une vaste échelle leur appareil de production et ont développé de nouveaux produits pour de nouveaux marchés. C'est ce qu'attestent les investissements en matière d'équipement qui, par rapport à ceux de tous les autres Etats industrialisés, ont été considérablement élevés en Suisse. En 1984, ils étaient en hausse de 4 pour cent par rapport à l'année précédente, 10 pour cent l'année suivante, 16 pour cent l'année suivante, 10 pour cent l'année suivante: c'est la progression constante que nous avons pu mesurer en Suisse.

Cette dynamique de l'adaptation s'est aussi reflétée par de nouvelles qualifications professionnelles, en particulier dans le secteur de l'informatique qui requiert des efforts accrus, non seulement de la part de l'économie privée mais encore des pouvoirs publics. Le fait qu'une suppression d'emplois dans certains secteurs s'accompagne, dans le même temps, d'une forte pénurie d'emplois dans d'autres secteurs, notamment pour le personnel spécialisé, est évidemment la manifestation de cette mutation structurelle à laquelle nous assistons depuis les années septante: net déplacement de l'emploi du secteur secondaire vers le secteur tertiaire, passage du 2e au 3e secteur comme, encore une fois, dans tous les pays industrialisés. De nouvelles prestations de services à vocation internationale dans le domaine financier et dans celui des assurances, par exemple, ainsi que la mise sur pied de services de consultation performants et qui sont reconnus sur le plan international expliquent ce phénomène constant et inéluctable.

Mais, ce qui me paraît le plus intéressant à retenir de l'évolution de ces quinze dernières années, en plus de ce déplacement d'un certain nombre d'emplois du secteur secondaire vers le secteur tertiaire, c'est l'évolution du nombre total d'emplois offerts par l'économie suisse et je ne parle que des emplois à l'intérieur du pays. Si nous bornons notre analyse aux années qui courent depuis 1984, c'est-à-dire sur un laps de temps extrêmement bref, nous constatons, que si l'on déduit du nombre des nouveaux postes de travail qui ont été créés pendant cette période, le nombre des emplois qui ont disparu, il reste un solde remarquablement positif de 120 000 emplois supplémentaires, dont 35 000 dans le seul secteur industriel; dans le même temps, le taux de chômage reste, lui, inférieur à un pour cent dans

notre pays, là où dans la majorité des Etats d'Europe, il oscille entre 7, 10, 13 et même 15 pour cent.

Sans doute parle-t-on davantage, et on a raison, de la suppression de tels ou tels emplois. Parle-t-on du problème social qui peut se trouver posé à cette occasion, parle-t-on d'un dépérissement de l'activité industrielle dans tel ou tel cas, et de cela, on parle naturellement infiniment plus que de la création de nouvelles fonctions qui s'accomplit en toute discrétion et hors des feux de l'actualité. C'est normal, c'est dans l'ordre des choses. Ce que je voudrais retenir, pour une analyse sereine de la situation suisse, c'est donc qu'au total, en quelque quatre ans, le solde positif du nombre des emplois en Suisse est de 120 000, dont 35 000 appartiennent au secteur secondaire, soit celui de l'industrie.

L'économie suisse, ces dernières années, a non seulement fortement investi et donc augmenté le nombre de ses emplois, mais elle a déployé des efforts considérables afin d'assurer sa capacité concurrentielle sur les marchés internationaux. La preuve en est que la progression des investissements directs de la Suisse à l'étranger, qui ont atteint en 1985 le montant de 11 milliards de francs – 11 milliards et 200 000 francs très exactement – alors que les investissements de l'équipement suisse même s'élevaient cette année à 54,2 milliards de francs. 72 pour cent de ces investissements à l'étranger ont été le fait de firmes industrielles, 73 pour cent ont été effectués dans les pays de la Communauté européenne et en Amérique du Nord. Ces efforts des entreprises à l'échelon international ont eu pour résultat direct un renforcement des maisons mères suisses. L'effet direct de ce qui a été fait à l'étranger en matière d'investissement nous était évidemment profitable. Les compétences en matière de décision de même que les emplois exigeant des qualifications sont, dans ces entreprises-là, restés en Suisse. J'en tire cette première conclusion, à savoir que le cas ABB n'est pas représentatif, dans l'état actuel des choses, de la situation de l'industrie suisse en général, ni de l'industrie des machines en particulier et que si ABB, à l'image de ce qui a été fait dans les autres secteurs de notre économie, obéit aujourd'hui à une dure mais inéluctable loi de restructuration, nous pouvons dire que sa situation n'est nullement le signe topique d'un délabrement de la place industrielle suisse.

C'est ce qui doit être dit en toute clarté, face à des commentaires particulièrement pessimistes et singulièrement négatifs. Mais voyez-vous, ce qui nous intéresse n'est pas tellement de constater que nous avons réussi, que l'économie suisse a réussi et qu'elle a passé ses années de restructuration avec succès, mais bien davantage de savoir si nous continuerons de réussir. Et je vais tenter de définir cela avec vous, en répondant maintenant plus précisément aux cinq questions que pose l'interpellation adressée au Conseil fédéral.

Première question: Ce sont justement de grandes entreprises qui sont fortement soumises à un processus d'adaptation. Depuis plusieurs années, l'entreprise BBC connaît des problèmes structurels. Le fusionnement avec ASEA – le groupe occupe aujourd'hui environ 160 000 personnes dans le monde – a sans doute encore accéléré ce processus de mutation structurelle.

Le Conseil fédéral est confiant dans les mesures de restructuration actuellement mises en oeuvre, dans la section suisse de l'entreprise ABB. Il pense qu'elles renforceront l'entreprise et sa capacité concurrentielle, à longue échéance, et qu'elles contribueront à garantir les emplois restants.

En outre, nous n'ignorons nullement que l'ampleur des suppressions de places de travail annoncées constitue une rude épreuve pour les collaborateurs eux-mêmes, bien sûr, et pour la région de Baden. Même si l'on admet que le nombre des suppressions d'emplois annoncées est en général très supérieur à celui des licenciements auxquels il faut s'attendre (ainsi en 1987, seuls 160 licenciements ont dû être prononcés pour plus de mille emplois supprimés, et ainsi encore, cette fois-ci, des 2500 emplois supprimés, il n'y aura

qu'un nombre très inférieur de licenciements) même si l'on est en présence de deux grandeurs différentes, celle du nombre des emplois supprimés et celle des licenciements, les restructurations, quoi qu'il en soit, pèsent lourd pour toutes les personnes concernées.

La perte de l'emploi, le fait de devoir quitter une grande communauté professionnelle et l'entreprise dont on a peut-être fait partie pendant des années ou des décennies, l'éventualité de devoir changer de domicile, sont des événements qui peuvent être lourds à supporter pour les travailleurs et leurs familles. Le Conseil fédéral en est parfaitement conscient. Il estime que des cas pénibles peuvent être évités dans une large mesure, grâce aux efforts que doivent faire l'entreprise, les partenaires sociaux, le canton et, au besoin, dans un cas de cette signification, la Confédération suisse elle-même.

Les expériences tirées de la suppression d'emplois dans l'entreprise BBC, l'an dernier, incitent à une certaine confiance, car seuls quelques rares travailleurs licenciés sont alors devenus chômeurs, et encore leur chômage fut-il de courte durée.

Le taux de chômage des cantons d'Argovie et de Zurich, de l'ordre de 0,5 pour cent, est nettement inférieur à la moyenne suisse. La différence entre le nombre des chômeurs complets et celui des places vacantes annoncées est plus grande dans le canton d'Argovie que dans tous les autres cantons. A la fin du mois de janvier, par exemple, il y avait 939 chômeurs complets en Argovie, mais 2001 emplois à plein temps étaient vacants et ne trouvaient pas de preneurs. Certes, je reconnais que, du fait des différences de qualifications, ces nombres ne peuvent pas se compenser l'un l'autre dans un jeu comptable ou arithmétique. Toutefois, dans l'ensemble, il semble justifié d'admettre que, dans le proche avenir également, le marché régional de l'emploi sera en mesure d'absorber un nombre supérieur de nouveaux demandeurs d'emplois, d'autant plus que les suppressions annoncées n'interviendront pas brutalement dans un court laps de temps mais qu'elles se répartiront sur deux ans.

Je n'entends pas dire ici, en répondant à ce premier point de l'interpellation, qu'il n'y a pas de problèmes et qu'il n'y aura pas de drames humains. Je ne veux nullement en mésestimer la signification. Je ne veux pas dire non plus que ce qui fut accompli de manière relativement aisée en 1987 peut l'être de la même manière en 1988 et 1989. En effet, d'une part, le nombre des suppressions d'emplois est plus considérable maintenant et, d'autre part, les circonstances générales de l'économie sont, aujourd'hui, un peu moins favorables qu'elles ne l'étaient en 1987. Je veux simplement affirmer que les chances de récupération, de traitement économique et social correct des situations nées de la nouvelle décision de BBC existent, et que nous ne sommes pas en présence d'une situation globalement dramatique.

En ce qui concerne la deuxième question de l'interpellation, je soulignerai que l'entreprise BBC, actuellement ABB, entretient traditionnellement de bons contacts avec les autorités publiques. En effet, les autorités fédérales ont été informées, au préalable, du fusionnement de Brown Boveri avec ASEA. A ce moment déjà, l'entreprise a attiré clairement notre attention sur le fait qu'il fallait s'attendre à des mesures rigoureuses de restructuration et que, dans cette fusion de deux géants de l'industrie, sans doute le Suédois apportait-il un «management» plus aigu, plus exigeant, qui avait conduit précédemment cet employeur à procéder à de douloureuses opérations de restructuration en Suède, alors que le partenaire suisse apportait davantage de connaissances, de sens de la recherche et du développement que d'expérience de «management» et de restructuration. Dans cette perspective-là, il fallait certes s'attendre à des restructurations qui viendraient compléter ce que l'entreprise suisse avait fait de son côté.

Je constate que ces informations ont été données et que, dans l'état actuel des choses, il n'existe pas d'obligation de consulter les autorités avant de mettre en oeuvre des mesures de restructuration à l'intérieur des entreprises. Il est

bien clair que si ce devoir de consultation n'existe pas formellement, un devoir d'information doit être respecté. Sur ce point, en ce qui concerne les récentes suppressions d'emplois, l'entreprise ABB a rempli son obligation d'informer, elle l'a fait également à l'égard des autorités fédérales qui n'ont donc pas été mises devant le fait accompli. L'aurions-nous été, cela eût sans doute rendu plus difficiles l'attitude et la démarche positives qui doivent être les nôtres de tenter, par tous les moyens en notre possession, d'apporter notre contribution à la solution des problèmes les plus aigus que posera cette opération de restructuration.

En réponse à la troisième question de l'interpellation, je vous informe que le Conseil fédéral attend que l'entreprise Brown Boveri, qui supprime 2500 emplois, limite rigoureusement le nombre des licenciements. Grâce à l'évolution économique actuelle, à la situation géographique très favorable de la région de Baden-Oerlikon, on est fondé à admettre que les efforts intensifs qui seront entrepris par l'employeur afin de placer les travailleurs touchés par la suppression d'emplois à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise, afin de tirer profit de la fluctuation normale de l'effectif du personnel et afin d'accorder des retraites anticipées ici ou là, que tout cela permettra d'éviter un chômage plus important.

Le plan social actuellement en préparation dans sa phase finale, mais qui est connu dans ses grands traits, concourt au même objectif. Il serait sans doute prématuré d'annoncer définitivement des chiffres, mais je peux dire que lorsque l'entreprise ABB estime que quelque 20 pour cent, voire 25 pour cent des pertes d'emploi constitueront de véritables licenciements, c'est-à-dire un peu plus de 500 postes de travail, elle est non pas dans l'ordre optimiste des choses mais dans l'ordre réaliste. De surcroît, ces opérations se déroulant, je le répète, sur une période assez longue, nous ne sommes pas en présence d'une création subite pénible et difficilement maîtrisable de chômage.

En outre, et cela est important, les services publics de placement et de consultation sont à la disposition des employeurs et des travailleurs. Les offices cantonaux du travail d'Aarau et de Zurich avec lesquels naturellement l'Office fédéral des industries des arts et métiers et du travail dépendant de mon département est en relations étroites, ainsi que divers offices communaux du travail, sont raccordés au système d'information assisté par ordinateur PLASTA et peuvent ainsi bénéficier d'une transparence accrue en ce qui concerne le marché du travail ainsi que d'une immédiateté de renseignements par rapport aux anciennes méthodes, ce qui constitue un progrès remarquable qui ira au droit bénéfice de ceux qui auront dû quitter l'entreprise.

La Confédération, au besoin, et toujours en collaboration avec les cantons, soutiendra pleinement les intéressés par des cours de perfectionnement qui, je le répète à cette tribune depuis plusieurs mois, sont absolument indispensables si l'on veut graduellement mettre un terme à ce schéma que j'évoquais tout à l'heure et qui est inacceptable, en fin de compte, de devoir libérer un certain nombre d'emplois d'un côté, des emplois qui ne correspondent plus aux nécessités technologiques et aux possibilités techniques des entreprises, alors que de l'autre côté, dans le même temps, un nombre supérieur d'emplois ne peuvent pas être pourvus faute d'une intensité de formation suffisante en cours d'activité professionnelle qui permette à un plus grand nombre de changer d'activité et de s'orienter vers des secteurs ouverts par les nouvelles perspectives de l'organisation de nos entreprises.

Sans doute n'ai-je pas la naïveté d'imaginer que le passage pourra être intégral et qu'à chaque fois qu'une fonction est perdue dans une entreprise par mutation technologique celui qui la quitte pourra retrouver immédiatement place dans une fonction tout à fait différente car entre-temps il se sera formé et sera prêt à une nouvelle fonction. Les choses ne peuvent pas être aussi souples et aussi immédiates, mais du moins augmentons la souplesse, augmentons cette capacité des transferts! Nous sommes encore une fois confrontés à ce problème essentiel, aujourd'hui insuffisam-

ment réglé, du perfectionnement professionnel et de la reconversion. Pour ce qui la concerne, et dans son domaine de responsabilités, la Confédération ira résolument dans cette direction. Le cas qui se présente aujourd'hui à BBC ne peut que l'encourager de manière très vive dans ce sens. Quatrième question posée par les interpellants: les conditions de compétitivité de l'économie suisse reposent sur un grand nombre de facteurs dont celui de la garantie contre les risques à l'exportation, la fameuse GRE. Afin que cela soit tout à fait clair et net, je précise d'emblée que la GRE ne peut compenser le manque de compétitivité d'une entreprise sur le plan des prix ou sur le plan technologique. Elle ne peut pas non plus assurer des débouchés à des produits dont le marché ne veut pas ou ne veut plus. La GRE est pourtant une condition absolue pour garantir la présence de l'entreprise sur les marchés d'exportation, notamment lorsqu'il s'agit d'affaires à long terme comme les affaires de ABB en général qui touchent aux équipements d'infrastructure, des affaires de grand volume, qui par conséquent ne s'improvisent pas rapidement mais impliquent au contraire des programmes à long terme.

Vu ses difficultés financières et dans l'optique de son indépendance financière, la GRE, vous le comprendrez aisément, ne peut pas s'engager d'une manière totalement audacieuse sur le terrain. Elle doit mettre de son côté un certain nombre de règles de sécurité et de prudence. Mais par son offre, notamment l'offre de son taux de couverture, la GRE suisse se place en bon rang même si, nous le savons, des institutions semblables qui existent dans d'autres pays vont plus loin et prennent, dans les taux de couverture, des mesures de précaution moindres. Il est donc possible que la politique prudente de la GRE et que ses prestations parfois moindres que celles offertes par des institutions semblables à l'étranger – facteur auquel s'ajoutent souvent des conditions de financement qui sont différentes – aient concouru à l'aggravation de la situation d'ABB, mais cela n'est qu'un aspect des choses, et il tombe sous le sens que la GRE n'est pas la cause des difficultés de la grande entreprise de Baden, comme on aurait peut-être pu l'imaginer à lire des communiqués parfois unilatéraux qui, chose curieuse, faisaient porter la totalité de la responsabilité de la restructuration actuellement en cours sur les décisions des pouvoirs publics – la GRE en est un exemple mais il y en a d'autres – alors qu'en réalité les conditions dans lesquelles travaille l'entreprise, les fameuses «Rahmenbedingungen» ne sont nullement de mauvaises conditions et qu'il faut trouver l'explication du phénomène de restructuration actuelle non seulement du côté des pouvoirs publics mais surtout du côté de l'entreprise qui doit opérer cette restructuration en tenant compte des conditions modernes de management et d'efficacité dans son rendement.

La cinquième question concernant les fusionnements entre de grandes entreprises me permet de dire que ces dernières années on a observé en effet un accroissement de ces fusionnements. Il y a différentes raisons à ce processus: c'est la globalisation des marchés et donc une accentuation de la concurrence internationale, ou une augmentation des coûts inhérents à la recherche ou au développement, car certaines entreprises, même de bonne dimension, ne peuvent plus, à maints égards, reporter ces coûts sur leur seule unité et les fusionnements d'entreprises intervenant alors permettent de coordonner leurs activités à une échelle supérieure et de mieux répartir les frais. Ces fusionnements ne sont pas des phénomènes purement helvétiques et il n'ont pas pour conséquence que les entreprises fusionnant avec des entreprises étrangères soient ensuite nécessairement dominées par ces dernières. Ainsi, grâce à des «joint ventures» – comme on dit en français – avec des partenaires performants, grâce à des accords de coopération, ou, parfois, grâce à certains rachats, de nombreuses entreprises suisses ont non seulement tenté récemment d'améliorer leur position sur les marchés mondiaux, mais sont parvenues à les améliorer, sont parvenues à développer des points d'appui dans les principaux secteurs de vente, à compléter leur palette d'offres, à acquérir des connais-

sances supplémentaires en matière de technologie ou de conquête des marchés. Cette tendance a acquis – nous le savons bien – une importance particulière pour l'Europe, du fait du passage imminent de la Communauté au marché intérieur européen.

Il n'y a rien à objecter du point de vue de la politique économique, dans la mesure où de tels fusionnements permettent d'améliorer la compétitivité ou bien constituent une condition du maintien de cette compétitivité. On peut toutefois se demander quelles sont les conséquences de tels fusionnements pour la politique en matière de concurrence. A la différence des législations étrangères, la législation suisse des cartels ne connaît pas de contrôle proprement dit des fusionnements. En revanche, la Commission des cartels peut effectuer une enquête lorsqu'un fusionnement d'entreprise présente des éléments qui peuvent être dommageables à l'échelon économique ou social.

Le Conseil fédéral estime que la situation économique de notre pays reste favorable dans son ensemble. Il ne méconnaît cependant pas que la concurrence s'est durcie pour l'industrie d'exportation, surtout en raison d'une conjoncture internationale affaiblie et de la baisse du cours du dollar. Lorsque 20 pour cent de l'exportation est destinée à la zone dollar – ce n'est qu'une moyenne – on voit bien à quel degré d'exposition se trouve notre industrie d'exportation en raison d'évolutions que le meilleur des comportements privé et public de la Suisse ne peut pas modifier fondamentalement.

Mais, ce que nous voulons surtout retenir de l'opération ABB qui fait l'objet de l'interpellation, c'est qu'il ne faut pas considérer isolément, au coup par coup, les mutations structurelles survenues fréquemment ces derniers temps, mais il faut les mettre en rapport avec le processus d'adaptation d'une économie nationale, dont le développement est dynamique et, s'il l'est, c'est précisément parce qu'il est indépendant de l'Etat et qu'il n'a pas fait l'objet de soutiens artificiels dans des circonstances économiquement perdues de la part de l'Etat.

J'entendais l'autre jour un expert d'une organisation internationale me dire: «Il n'est pas exclu que la Suisse connaisse enfin un taux de chômage qui la rapproche des autres pays». Je n'exclus rien, et j'ai répondu à ce haut fonctionnaire: «Je ne saurais garantir que la Suisse, malgré tous les efforts que nous ferons, échappe totalement, dans une mesure tout à fait unique, à une accentuation de son taux de chômage. Mais, ce que je sais, c'est qu'en 1988, si la Suisse connaît moins de 1 pour cent de taux de chômage, c'est parce que, pendant une génération, elle a su faire les restructurations, parfois douloureuses, qu'impliquait une adaptation de son appareil économique».

Dans le même laps de temps d'une génération, l'industrie horlogère a perdu dans ce pays 60 000 emplois, l'industrie textile a perdu quasiment la moitié de ses emplois. En dépit de ces opérations qui furent ponctuellement difficiles, qui s'accompagnèrent de problèmes sociaux, qui signifiaient en particulier pour certaines régions – je songe à l'Arc jurassien tout particulièrement – des temps difficiles, en dépit de cela, ces mutations ont été accomplies. Les branches devenues économiquement peu rentables ont été courageusement sectionnées et, dans le même temps qu'on supprimait des emplois, on en créait de nouveaux, en grand nombre – je l'ai dit d'entrée de jeu. Cette capacité d'adaptation a été possible parce que nous n'avons pas soutenu des secteurs d'industrie complètement dépassés de manière artificielle, comme la corde soutient le pendu. Cette évolution qui s'est faite, cette capacité dans le processus d'adaptation sont des éléments qui expliquent la situation d'aujourd'hui et doivent nous conduire à ne pas voir l'arbre mais à voir la forêt.

Elle est impressionnante cette décision ASEA-BBC – ABB pour l'appeler par son nom – elle reflète aussi une volonté – peut-être tardive – mais une volonté de s'adapter et d'éviter ainsi des circonstances bien plus douloureuses à terme, ces circonstances que l'on a connues dans quelques entreprises de ce pays où, faute d'avoir opéré comme on opère aujourd'hui pour ABB, on a laissé pourrir la situation jusqu'à

la faillite, quitte à devoir fermer un atelier purement et simplement, sans possibilité de reconversion. Je pense ici à l'opération Dubied de Couvet qui fut conduite d'une manière si pénible et si insuffisante de sorte qu'on se trouve en face d'une situation qui n'a rigoureusement rien à voir avec celle que nous observons à Baden et à Oerlikon dans le groupe ABB.

Alors le devoir, pour ce qui nous concerne, celui de la Confédération, indépendamment de la solution particulière des cas ABB à laquelle j'ai dit que nous apporterions un concours vif et décidé, quel est-il? Eh bien il consiste, en songeant à toute l'industrie d'exportation, à toute l'économie secondaire et tertiaire de ce pays, à continuer d'entretenir, avec toute notre force et toute notre imagination, des conditions d'environnement, des conditions-cadres qui permettent à cette industrie de continuer à prospérer et, avec elle, le secteur tertiaire de plus en plus important. Songeons à ce que nous offrons et, songeons que, en particulier.

Le niveau élevé de qualifications professionnelles de notre main-d'œuvre est un atout important; il s'agit de le développer encore. Songeons au fait que la volonté au travail et la compétence de notre population active sont des réalités incomparables de notre pays. Songeons aussi, conditions-cadres aussi, à notre stabilité sociale et politique, à la qualité de notre infrastructure et de nos voies de communication ainsi qu'aux conditions de financement à des taux d'intérêt favorables. Il faut conserver ces atouts tous ensemble. Ils ne concernent pas que le Conseil fédéral.

Du côté de l'économie privée, il y a lieu de conserver intactes cette volonté d'adapter constamment l'outil de production et, par-dessus tout, cette volonté d'investir. Pour ce qui concerne les pouvoirs publics, il faut continuer de fournir une infrastructure, une formation, une recherche, une politique fiscale, une politique sociale, ou de contribuer à ces politiques, de telle manière qu'elles n'assassinent pas notre économie mais qu'elles la mettent en condition de s'épanouir, de créer et de se développer, comme elle l'a fait durant une génération.

Präsident: Der Sprecher der sozialdemokratischen Fraktion, Herr Zbinden Hans, kann erklären, ob die Interpellantin (sozialdemokratische Fraktion) von der Antwort des Bundesrates befriedigt ist.

Zbinden Hans: Es ist relativ schwierig, eine derart lange Ausführung kurz zu würdigen. Ich hätte Schwergewichte anders gesetzt und bin deshalb von dieser Antwort nur teilweise befriedigt. Ich kann mir vorstellen, dass es verschiedenen Kollegen/innen im Saal gleich zumute ist. Deshalb bitte ich um Gewährung der Diskussion.

Abstimmung – Vote

Für Diskussion	offensichtliche Mehrheit
Dagegen	Minderheit

Diskussion – Discussion

Zbinden Hans: (*Unruhe im Saal*) Es ist das erste Mal, dass ich hier spreche. Aber ich bin gewohnt, dass man mir zuhört.

Ich möchte die Betroffenheit einer Region in dieses hehre Haus tragen; es geht mir ebenfalls darum, dass wir miteinander darüber sprechen, ob es sich um einen Sonderfall handelt oder ob wir aus diesen Ereignissen bestimmte Lehren ziehen können.

Wenn man die Maschinen- und Metallindustrie, der es allgemein gut geht, betrachtet, könnte man meinen, Asea Brown Boveri sei ein Sonderfall. Wenn man die Situation des schweizerischen Werkplatzes, seine Standortvor- und -nachteile betrachtet, kann man ebenfalls sagen, dass man nicht dramatisieren muss. Ich glaube aber, dass man am Falle der Fusion Asea BBC doch einige generelle Aussagen machen kann. Ich möchte deren drei ausführen.

1. Grosse Konzerne: Sie wissen, dass sich diese Konzerne nicht mehr an nationalen, kantonalen und politischen Grenzen orientieren; sie orientieren sich an Märkten, also an abstrakten Grenzen, die sich ausdehnen oder schrumpfen. Diese neuen Grossorganisationen bewegen sich politisch gesehen in einem luftleeren Raum. Die Frage stellt sich, welches die politischen Partner sind, die jetzt mit der Asea BBC Verbindung haben müssen. Der Bundesrat wurde nicht orientiert. Die Regierungen der Kantone Aargau und Zürich wussten vorher nichts. Die betroffenen Gemeinden wurden ebenfalls vor vollendete Tatsachen gestellt. Jetzt sind wir Politiker und Politikerinnen daran, alle entstehenden sozialen Folgen aufzuräumen. Das ist unsere Arbeit. Vorher wurden wir nicht miteinbezogen.

Sie kennen unsere Verfassung. Diese setzt nach wie vor ein Wirtschaftsbild voraus, das einst im 19. Jahrhundert stimmte. Grosskonzerne, die international zusammenarbeiten, sind nie darin inkorporiert worden: sie haben keine politischen Partner. Niemand entscheidet über ihre Fusionsabsichten im öffentlichen Raum. Deshalb stellt sich die Frage, ob wir Modelle der öffentlichen Kontrolle entwickeln müssten, damit sich diese Organisationen mit ihren Entscheiden nicht an der Öffentlichkeit und am öffentlichen Interesse vorbeientwickeln.

2. Zum Thema Innovation: Man sagt, die BBC sei nicht in der Lage gewesen, neue Wachstumsmärkte zu erschliessen; sie sei nicht in der Lage gewesen, mit ihrer recht aufwendigen Forschung grosse Ernten «einzufahren»; sie habe die Entwicklung allgemein verschlafen. Sie wissen auch, dass diese Firma während Jahrzehnten im Sinne einer Art Ingenieurkultur geführt wurde, von Ingenieuren, die glaubten, ein gutes Produkt werde sich von selbst verkaufen lassen. Sie glaubten auch, dass sich die Käufer mehr oder weniger automatisch melden würden. Sie merkten nicht, dass sich ein Käufermarkt in einen Verkäufermarkt verwandelt hatte, dass man Marketing betreiben muss.

Ich erinnere mich noch gut an folgendes Bild: Wenn die BBC wieder einmal eine riesige Dampfturbine verkaufen konnten, stellten sich die Ingenieure davor auf, und es sah dann beinahe aus wie das Bild einer afrikanischen Safari, wenn sich die Jäger vor die erlegte Beute stellen.

Das hat auch Auswirkungen gehabt – und jetzt komme ich zur Akzeptanz der Kern- und Atomenergie –, indem diese Leute lange Zeit nicht wahrhaben wollten, dass es im Hinblick auf die Kernenergie in diesem Land nicht nur Produzenten und Konsumenten gibt, sondern auch kritische Leute, die nicht bereit waren, die Grosstechnologie mit all ihren Folgen zu akzeptieren. Jetzt ist diese Ingenieurgeneration durch eine Reorganisation ersetzt worden. Kaum ist die alte Manager-Equipe abgelöst worden, wird sie wieder durch eine neue Equipe ersetzt. Diese kommt aus einem anderen Land, bringt eine andere Mentalität mit. Diese Anpassungskosten sind relativ gross.

3. Innovation: Bei uns ist es so, dass man Innovation und Kreativität wünscht, aber nur an bestimmten Orten. Man hat klare Vorstellungen, wo der Mensch kreativ und innovativ sein soll. Das ist in der Schule so, das ist an den Hochschulen so. Wer in Bereichen, wo man das nicht wünscht, innovativ und kreativ ist, hat schnell Mühe.

Ich glaube, dass man mit dem Beispiel BBC eine Quittung für die schweizerische Schulpolitik und Hochschulpolitik in den letzten Jahrzehnten erhält. Wie kann man von Studenten und nachher von Managern verlangen, dass sie aggressiv, innovativ, kreativ sind, wenn sie jahrelang, beinahe jahrzehntelang in Institutionen leben, wo sie für Nichtkonformität, für Originalität dauernd bestraft werden? Wir werden wahrscheinlich die Leute, die diesen neuen Innovationsanforderungen in der Industrie gewachsen sind, nicht innert kurzer Zeit ausbilden können.

4. Reorganisation: In der Brown Boveri gab es nicht nur eine Reorganisation; es gab Reorganisationen von Jahr zu Jahr. Ich bringe jetzt ein Stück Betroffenheit in diesen Saal: Sie können sich einmal vorstellen, wie es diesen Leuten dort zumute ist. Seit 1981 und bis 1989 sind und sollen 7500 Stellen abgebaut werden – wir reden jetzt von 2500. Insgesamt

samt sind es 7500 Stellen; das ist grössenmässig eine mittlere aargauische Kleinstadt. Hier werden Leute entlassen, andere werden innerhalb des Betriebes verschoben.

Was ich aber ganz entscheidend finde: Die Verunsicherung unter diesen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern ist wahnsinnig gross.

Es gibt im Augenblick eine Art Emigration. Die besten Leute gehen weg, weil sie keine Zukunftsperspektive sehen. Leute, die jetzt noch dort arbeiten, emigrieren innerlich, sie identifizieren sich nicht mehr mit diesem Betrieb. Ein grosser Teil der personellen Substanz geht verloren.

Wenn ich daran denke, dass im Augenblick in den aargauischen und in den Zürcher Zeitungen Inserate erscheinen, in denen man folgendes liest: «Ein Treuhandbüro sucht für führende schwedische Unternehmer im Raume Zürich und Aargau Einfamilienhäuser, Eigentumswohnungen und Bauland gegen Barzahlung», so kann ich mir leicht vorstellen, wie es den Leuten in dieser Region zumute ist. Man spricht immer von Kolonialismus. Jetzt erleben diese Leute einmal umgekehrt, was Kolonialismus bedeutet, denn plötzlich kommen Leute aus einer anderen Industriekultur zu uns und legen ihre Massstäbe an.

Man kann sich fragen: Ist das ein Ende mit Schrecken gewesen? Oder ist das ein Ende mit einem langen, fortwährenden Schrecken? Wenn man die Leistungswerte der Asea nimmt und sie überträgt – das wird wahrscheinlich geschehen –, ist das nicht der letzte Stellenabbau gewesen. Dann kann es sein, dass man das Personal im Stammhaus nochmals um 50 Prozent reduziert. Das ist mehr als nur ein Problem einer Region. Das ist ein öffentliches Problem, das über die Asea BBC hinaus auch für uns im politischen Bereich Gültigkeit hat.

Ich hoffe, dass wir in ein paar Jahren nicht nur dann diskutieren, wenn ein Weltunternehmen, auf das wir in unserer Region stolz waren, derartige Schwierigkeiten hat, sondern auch darüber, wann und von wem solche Entscheide gefällt werden.

In unserer Region wurden die Vorkommnisse in dieser Firma jahrelang von der führenden Regionalzeitung bagatellisiert. Die Leute in der Region sind sich dieser Angelegenheit erst vor kurzem bewusst geworden. Es rächt sich einmal mehr, dass die Arbeitnehmer bei uns derart reduzierte Mitbestimmungs-, Mitsprache- und Informationsrechte haben.

Präsident: Es sind noch fünf Fraktionssprecher und 19 Einzelredner eingetragten.

Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass gemäss Artikel 70 unseres Ratsreglementes auch die Fraktionssprecher in der Diskussion über Interpellationen eine Redezeit von 10 Minuten zur Verfügung haben.

Loretan: Ich spreche im Namen der freisinnig-demokratischen Fraktion. Sie werden es mir nicht übelnehmen, wenn ich da und dort auch aargauische Gesichtspunkte einfließen lasse.

«Die Region ist in ihrem Mark getroffen», so titelte das «Badener Tagblatt» am 1. März. Man könnte wohl die zurzeit in Baden und seiner Region herrschende Stimmung der Enttäuschung und Verunsicherung kaum drastischer und prägnanter ausdrücken. Aber nicht nur der «Ost-Aargau», wie sich Herr Hans Zbinden in der Begründung der Interpellation auszudrücken beliebte, wurde von den am 29. Februar bekanntgegebenen Massnahmen erschüttert, sondern der ganze Kanton, der nicht nur das Land der Ströme und Flüsse, sondern bekanntlich auch das des Stroms, der elektrischen Energie, ist.

Die Ereignisse im Raume Baden wurden landesweit als Signal empfunden, das aufgeschreckt hat. Wir hoffen, dass dieses Signal weiterführt und nicht lähmt!

Der aargauische Regierungsrat hat vor dem Grossen Rat jüngst erklärt, dass der Industriestandort Aargau insgesamt von den von Asea BBC AG getroffenen massiven Personalabbau-massnahmen betroffen sei. Die geschlossene Solidarität der Aargauer Bevölkerung und der Behörden kommt in der Presse zum Ausdruck.

Man spürt diese Solidarität und das Mittragen im ganzen Kanton, wenn man mit den Leuten redet; denn auch in anderen Regionen des Kantons Aargau sind unsichere Entwicklungen nicht ganz auszuschliessen. So konnte man in den Samstagsblättern von Stellenabbau bei der Firma Kern & Co. AG in Aarau lesen.

Aus meinem eigenen Arbeitsbereich weiss ich, dass z. B. ein überfordertes und übereifriger Vollzug der Umweltschutzgesetzgebung da und dort Firmen in grössere Schwierigkeiten stürzen könnte. Dasselbe könnte man auch sagen von allzu engstirnigen Auffassungen punkto Energieerzeugungsarten und Energieverbrauch.

Es braucht eben in einer Industrieregion Verständnis von beiden Seiten im Umgang zwischen den Partnern «Wirtschaft» und «öffentliche Hand».

Es gilt, Mass zu halten, wenn von hüben und drüben an die andere Seite Forderungen gestellt werden. Es sind letztlich ja nicht die öffentlichen Verwaltungen und die Behörden, welche Arbeitsplätze und damit Verdienst und Wohlstand garantieren, sondern die Betriebe mit Standort in der Gemeinde und in der weiteren Region, Betriebe, die es lebensfähig zu erhalten gilt.

Zu den Leistungen der schweizerischen Maschinenindustrie in den vergangenen fünf Jahren und zu ihrer heutigen Situation wird sich Kollege Spälti noch äussern.

Gerade in der heutigen Zeit, wo die Gefahr immer deutlicher erkennbar wird, dass wir mit überzogenen Forderungen zum weiteren Export von Arbeitsplätzen beitragen, ist der Umstand, dass die Entscheidungszentren der Wirtschaft in der Region selber angesiedelt sind, von grösster Tragweite. Tragen wir also Sorge, dass das so bleibt.

Das ist im Raume Baden – um es einfach zu sagen – nurmehr schwer zu praktizieren. Auch wir bedauern das. Es fällt eben viel leichter, von weit weg, von ausserhalb unseres Landes, Abbaumassnahmen zu dekretieren, vielleicht dekretieren zu müssen, als wenn man solche harte Entschlüsse Auge in Auge mit den betroffenen Mitarbeitern begründen und durchführen muss.

Gewiss kam man der früheren BBC sowie den Behörden von Baden und des Kantons Aargau keine Vorwürfe machen, dass die «Elefantenhochzeit» mit dem schwedischen Wirtschaftsgiganten Asea stattgefunden hat. Der Schritt war wohl unabweichlich – und letztlich richtig, so hoffen wir wenigstens.

Ich bewundere den Optimismus meines Kollegen in Baden, Stadtmann Josef Bürge, der fest darauf baut, dass nicht nur Asea Brown Boveri in seiner Stadt und in seiner Region zukunftsgerichtet, neue Stellen mit einem hohen Investitions- und Innovationspotential schaffen wird, sondern dass auch weitere mittlere und kleinere Firmen zuziehen und die entstandenen Lücken füllen werden. Er darf in seinen Bemühungen mit der Unterstützung des aargauischen Regierungsrates rechnen, der – ich zitiere – «gezielte wirtschaftspolitische Massnahmen ernsthaft erwägt».

Letztlich sind es aber nach Meinung der freisinnig-demokratischen Fraktion nicht die Bekundungen guten Willens, die Einsatzbereitschaft und die Aktionen der Behörden aller Stufen, sondern der Leistungswille und die Flexibilität jedes einzelnen, die entscheiden, ob es bei ABB wieder aufwärts geht. Das gilt im übrigen für unsere ganze Exportwirtschaft in ausgesprochenem Sinne. Man könnte hier einmal mehr das Stichwort «Europäische Gemeinschaft 1992» anführen. Es wird auch in Zukunft in unserer Wirtschaft zu Umstrukturierungen und Umgruppierungen kommen. In unserem Wirtschaftssystem ist das zu akzeptieren. Wir haben aber auch die Pflicht, alles zu unternehmen, um die Folgen, die für den einzelnen hart sind, zu lindern. Die Bereitschaft dazu ist heute hier erklärt worden, ist im Kanton Aargau erklärt und in der Region und in der Stadt Baden demonstriert worden.

Für qualifizierte, spezialisierte Arbeitskräfte, wie etwa Informatiker, Elektroingenieure, gibt es im ganzen Kanton Aargau und weit darüber hinaus nach wie vor einen grossen Stellenmarkt. Ein Unternehmer aus meiner Region, Zofingen, hat mir am Samstag die Kopie eines Schreibens zukom-

men lassen, das er zusammen mit einer Liste über offene Stellen Asea BBC Baden übermittelt hat. Er hofft auf Antwort, er sucht Spezialisten.

Auch für die freisinnig-demokratische Fraktion ist indessen klar, dass für ältere Arbeitnehmer, vor allem manuell-technischer Richtung, die jetzt ihre Stelle verloren haben oder sie noch verlieren könnten und die noch nicht vorzeitig pensioniert werden können, eine entschiedene und rasche Hilfe – Stellenvermittlung, Umschulung usw. – auch durch die öffentliche Hand nötig ist. Es geht hier nicht nur um materielle, sondern auch um menschliche Probleme, die in der Gemeinschaft zu lösen sind. Und da bietet sich die kommunale und regionale Gemeinschaft besonders an, die im Raum Baden spielt.

Der Werkplatz Schweiz – das ist auch unser Anliegen – darf nicht zum ausschliesslichen Denkplatz werden!

Müller-Aargau: In der ersten Sessionswoche fand das grosse politische Leben nicht in diesem Hause statt. Während wir uns hier mit dem Themen der Traktandenliste befassten, ergab eine Pressekonferenz in Baden den Verlust von 2500 Arbeitsplätzen bei Asea BBC und eine Pressekonferenz in Bern das Aus für Kaiseraugst. Die beiden Ereignisse sind insofern miteinander verwandt, als sie

1. beide einen Eklat auslösten;
2. ohne das Zutun unserer regulären Politik in Szene gesetzt wurden;
3. schliesslich doch in diesen Saal hineinwirken, einmal als dringliche Interpellation Zbinden, das andere Mal als Motion Blocher.

Damit stelle ich einmal mehr fest, dass wichtige Entscheidungen unseres öffentlichen Lebens und Daseins nicht durch uns, sondern durch aussenstehende Kräfte in unserem Staat oder sogar ausserhalb unseres Landes getroffen werden. Ich schäme mich fast zu bekennen, dass wir hier lediglich ein «Fait accompli» diskutieren oder absegnen können; wir Ohnmächtigen bekennen, dass wir bloss das Echo des Geschehens sind.

Das führt gleich hinüber zu einem ersten Gedanken. Grundsätzlich ist der demokratische Staat des pluralistischen Westens so konzipiert, dass er kaum mehr als Rahmenbedingungen für das Wirtschaften setzt; die soziale Marktwirtschaft ist ihrem Wesen nach selbstregulierend und selbstreinigend. Zudem: Asea, das Werk mit straffer Führung und gutem Geschäftsgang, liegt und operiert in einem sozialistisch regierten Staat, und BBC, die schwache Firma mit Ueberkapazität in Bereichen, in denen nur noch wenige bestellen wollen, liegt in einem bürgerlich regierten Staat. Da wir die beiden miteinander verbundenen Firmen mit der Grösse «Staat» kürzen können, bleibt die Verantwortung weitgehend bei den Firmen respektive bei deren Leitung. Es sei denn, wir gestehen ein, dass die Selbstregulierung nicht funktioniere oder der sozialistische Staat bessere Rahmenbedingungen biete als der bürgerliche. Entfallen die beiden Erklärungen, wäscht die Politik ihre Hände in Unschuld.

Daran schliesst sich ein zweiter Gedanke an. Ist das Verhindern von Strukturveränderungen überhaupt sinnvoll? Das Werden und Vergehen von Firmen oder Abteilungen gehört zum Wirtschaftsgeschehen. Ueber 5000 Arbeitsplätze sind allein im letzten Jahr im Aargau geschaffen worden. Das Minus bei BBC wurde numerisch allein im letzten Jahr bei weitem aufgehoben oder aufgefangen. Dass die Monostruktur in der Region Baden nicht von Gutem ist und zusätzliche Probleme bringen könnte, haben wir immer gewusst. Genauso wie in den Uhrenregionen der Westschweiz wirken sich die gegenwärtigen Umstellungen im Aargau schmerzhaft aus, und genauso könnte einmal – das sei hier schon prophezeit – ein Einbruch in Basel verheerend sein.

Monostrukturen sind Beulen am schweizerischen Wirtschaftskörper. Monostrukturen könnten entweder durch staatliche Planung oder durch private Einsicht vermieden werden, nicht aber durch Selbstregulierung, denn es gibt keine Selbstregulierung durch den Markt auf diesem Gebiet. Sie können wählen, welcher Weg Ihnen besser zusagt.

Dazu ein dritter Gedanke: Allzu gerne wird zwischen den beiden Ereignissen der vorletzten Woche eine verbindende Klammer gemacht. Zum Beispiel: Kaiseraugst hätte für BBC Rettung bedeuten können. Es sei doch die Politik, die behindernd auf die Wirtschaft einwirke. Mit solcher Argumentation wird die Tatsache verschleiert, dass immer und überall die öffentliche Hand als Besteller auftritt und die Akzeptanz des offerierten Produktes dazu Voraussetzung ist. Das ist bei privaten Bestellern nicht anders. Auch die Asea muss mit dem Besteller «öffentliche Hand» leben und kann es offenbar gut.

«Wir erwarten von Politik und Behörden keinen Heimatschutz für nicht konkurrenzfähige Produktionsstätten», so schreibt ABB selber.

Ob im Falle Baden nicht etwas viel naiver Glaube an den Weihnachtsmann gewisse Abteilungen zu Fossilen hat werden lassen, kann und will ich nicht beurteilen. Aber ein Zögern in der Anpassung bedeutet immer Aufstauung des Arbeitsplatzabbaus, bis die Schleusen brechen.

Doch lassen wir das aus berufenerem Munde erklären. Der frühere Nationalbankdirektor und damalige Konzernchef Leutwiler hat vor mehr als einem Jahr in einem Interview dazu ausgeführt (ich zitiere die in der Presse erschienene Zusammenfassung), wenn Kaiseraugst gebaut werde, baue es BBC zusammen mit General Electric. Der Kaiseraugst-Auftrag sei aber für den Badener Konzern nicht lebenswichtig. Er baue die Zukunft der BBC nicht auf Kaiseraugst. Im Gegenteil, angesichts der weltweiten Ueberkapazitäten im Bereich der Stromerzeugung und -verteilung müsse BBC diese Bereiche anteilmässig verkleinern. Bei einem Verzicht auf Kaiseraugst stünden zwar sicher auch Arbeitsplätze auf dem Spiel, fahrlässig wäre aber die Argumentation, dass wegen der Arbeitsplätze Kaiseraugst gebaut werden müsse.

Aus dieser Aussage geht klar hervor, dass Arbeitsplätze – geschaffen durch den Bau von Kaiseraugst – für BBC nur ein Hinausschieben des Eklat zustande gebracht hätte, eine Verzögerung der Agonie gewisser Abteilungen und mehr nicht. Damit sei die Klammer zwischen Kaiseraugst und BBC für immer entfernt.

4. Bis jetzt habe ich vom Funktionieren der Marktwirtschaft gesprochen. Wir sind aber seit Jahrzehnten stolz darauf, eine soziale Marktwirtschaft hochzuhalten. Damit sind nicht nur wir als Politiker angesprochen, die die Rahmenbedingungen für das Wirtschaften setzen, sondern vor allem die Kapitäne der grossen Betriebe direkt. Arbeitsplatzabbau betrifft Menschen, ist schicksalbestimmend für Familien, die möglicherweise einen Wohnortwechsel vornehmen müssen. Als aargauischer Angestelltenvertreter zeige ich mich verärgert und betroffen. Die Information der Belegschaft war zeitweise irreführend oder mindestens verwirrend. Hätte man schon vor Jahren klaren Wein eingeschenkt, hätte eine sukzessive Absatzbewegung der Mitarbeiter in den betreffenden Abteilungen die gegenwärtige schmerzhaft Operation erübrigt.

Vor wenigen Wochen hat BBC nach Jahren wieder eine Dividende an die Aktionäre ausbezahlt. Damit wurde nach innen wie nach aussen ein besserer Geschäftsgang signalisiert. Es wäre ein leichtes, Entlassungen und Dividenden im marxistischen Sinne miteinander zu verkoppeln und damit ein Aha-Erlebnis zu erzeugen. Es wäre ein reines Sandkastenspiel.

Wichtiger ist folgende pragmatische Einsicht: Wenn in Zukunft die politischen Rahmenbedingungen für die Wirtschaft schliesslich noch enger werden, um wirkliche soziale Marktwirtschaft zu garantieren, so müssen sich jene an der eigenen Nase nehmen, die ungeschickt bis unfair verfahren, egal ob die Oberleitung in diesem Lande oder eben im Auslande liegt. Dass eine Wirtschaft, die dauernd nach mehr Beweglichkeit und gelockerten Rahmenbedingungen ruft, hier durch eigene Sünden das Gegenteil provoziert, darüber kann man nur den Kopf schütteln.

5. Die Firmenleitung gibt als Gründe für die Entlassung nur den hohen Frankenkurs, den unzulänglichen Einsatz der Exportrisikogarantie und staatliche Auflagen an, also alles

Dinge, die zum Teil in die Kompetenz der Politik fallen. Sie provoziert damit selber eine politische Diskussion im Bundesparlament über ABB, die ich eigentlich gar nicht habe führen wollen. Mit dem Eingeständnis des eigenen Fehlverhaltens hätte sich dies alles erübrigt. Ich weise jedenfalls für den eidgenössischen Gesetzgeber jenes Mass an Verantwortung zurück, das in der Begründung der BBC direkt oder indirekt uns überbunden wird. Als in dieser Frage Ohnmächtiger wollte ich wenigstens eigenständig kommentieren und interpretieren. Ich tat dies auch im Namen der LdU/EVP-Fraktion. Für blossen Wiederhall von Pressekonferenzen sind mir Zeit und Stellung hier zu wertvoll.

Burckhardt: Die dringliche Interpellation der sozialdemokratischen Fraktion ist zu begrüßen, gibt sie uns doch Gelegenheit, über die wirtschaftlichen und politischen Hintergründe zu sprechen, vor welchen die Kündigungsmassnahmen der Asea BBC zu betrachten sind.

Die achtziger Jahre haben, Herr Bundesrat Delamuraz hat es schon aufgezeigt, der Schweiz wirtschaftlich steigende Konjunktur bei kleinen Inflationsraten beschieden. Dabei muss festgestellt werden, dass in dieser Harmonie Dissonanzen mitgeschwungen haben: die Krise der Uhrenindustrie, die Schliessung der Firma Dubied, nun auch die Entlassungen bei Brown Boveri.

Natürlich wird uns auch bei dieser jüngsten Massnahme der Asea BBC das Schicksal der entlassenen Mitarbeiter und ihrer Familien besonders bewegen. Wir sind solidarisch. Wir dürfen aber auch feststellen, dass im Wirtschaftsgrossraum Zürich–Bern–Basel zurzeit ein so ausgetrockneter Arbeitsmarkt herrscht, dass gute Hoffnung für Reintegration der meisten Entlassenen besteht. Den Stellensuchenden werden dabei allerdings eine grössere werdende Beweglichkeit und allenfalls die Bereitschaft abgefordert, eine Umschulung durchzustehen.

Uns muss hier nicht nur die harte Massnahme der Asea BBC, sondern vor allem das politische und wirtschaftliche Umfeld, in welchem sie vorgenommen worden ist, beschäftigen. Dabei werden wir sofort Zeichen und Gegensätze erkennen, mit welchen sich auch die SP selber vital auseinandersetzen muss. Ein Zeichen: Die sich steigernden Sozialforderungen, zum Beispiel kürzere Arbeitszeit oder längere Ferien, steigern die Gefahr des Verlustes der schweizerischen Konkurrenzfähigkeit gegenüber jüngeren Industrienationen mit.

Ein Gegensatz: Der notwendige Ruf nach effizientem Umweltschutz bringt bei Uebersteigerung in seinem Gefolge Umstände mit sich, welche es Industriebetrieben erschweren, ihre Anlagen zu verjüngen und zu ergänzen; sie erschweren es soweit, dass sich internationale Betriebe die Frage vorlegen könnten, ob es nicht vorteilhaft wäre, ihre Produktionsstandorte ins Ausland zu verlegen.

Ein Beispiel: Der Verbrennungsofen Ciba-Geigy AG und verschiedene Forschungs- und Produktionsbavorhaben einer übrigens enorm diversifizierten Industrie – und nicht einer Beule, wie mein Vorredner meinte – im Raume Basel! Wenn eine steigende Zahl solcher Vorhaben mit allzu rigorosen Forderungen verschiedenster Art belastet oder zeitlich sehr verzögert werden, erhebt sich ernsthaft die Frage, ob der Werkplatz Schweiz für eine konkurrenzfähige Exportindustrie ein interessanter Standort bleibt.

Der intellektuelle Teil der SP, welcher sich in bezug auf umweltschützende Einschränkungen in grossem, lobenswertem Eifer oft bis ins Utopische profilieren will, wird sich dabei seiner Genossen in den industriellen Gewerkschaften erinnern müssen, da deren Interesse grundsätzlich das gleiche ist wie jenes der Arbeitgeber: nämlich die gesunde und stetige Entwicklung des Industriestandortes Schweiz.

In diesem Zusammenhang ist die Situation der BBC zu betrachten. Eine traditionelle BBC-Produktionsachse liegt in den Anlagen der Stromerzeugung, wo sie sich am Weltmarkt anbietet. Fallen nun in Zukunft neue Stromerzeugungsanlagen in der Schweiz aus Umweltgründen weg, so wird sich BBC am Weltmarkt nicht mehr stellen können, da

sie über keine neuen Referenzanlagen im eigenen Land mehr verfügen kann.

Doch zurück zur allgemeinen Betrachtung. Die kleine, in ihrer Struktur dezentralistisch aufgeteilte Schweiz muss sich durch Veredelung eingeführter Rohstoffe am Weltmarkt durchsetzen, einem Weltmarkt, der im Vergleich zur Schweiz riesengross ist und durch stets schneller werdende Kommunikationsmöglichkeiten immer wechselhafter wird. Der Fleiss und die Innovationskraft der Schweizer des 19. Jahrhunderts haben den Grundstock gelegt, auf welchem die Nachkriegsgenerationen mit intaktem Produktionsapparat rasant in fast alle internationalen Märkte eingedrungen sind.

Aus diesem explosiven Wachstum sind – es ist am Beispiel der Basler Chemiekonzerne sichtbar – Verhältnisse entstanden, in welchen die Schweizer Mutterhäuser umsatzmässig von den ausländischen Töchtern, vor allem jenen in den USA, eingeholt oder gar überflügelt worden sind. Aus betont schweizerischen sind Weltfirmen geworden, welche *in extremis* nicht mehr unbedingt an den Standort Schweiz gebunden sind. War die Schweizer Industrie bis in die siebziger Jahre dank ihrer günstigen Nachkriegsausgangslage qualitativ als Herstellerin industrieller Produkte führend, weil sie letzten Endes auch finanziell über längere Spiesse verfügt hat, so sind heute die Spiesse der internationalen Konkurrenz gleich lang, oder – denken wir nur an den Fernen Osten – länger geworden.

Die privilegierte Stellung der schweizerischen Produktionswirtschaft am Weltmarkt ist einer normaleren, d. h. gefährlicheren Situation gewichen. Dies bedeutet, dass wir uns den neuen, sich in ihren Strukturen rasch verändernden Umständen am Weltmarkt gegenüber als bewegliche und fleissige Gesellschaft eines rohstoffarmen Landes erneut nicht durch Abbau der Leistungsbereitschaft, sondern durch mühsame und unbequeme Anpassung an die härter werdenden Umstände bewähren müssen. Diese Botschaft müssen wir aus den Massnahmen der Asea BBC auch hören.

Wie kann sich die Schweizer Wirtschaft durch Anpassung bewähren? Bis heute sind wir als selbstbewusste Schweizer uns gewohnt gewesen, dass sich die Grossindustrie durch Zukäufe im Ausland ergänzt hat, ohne sich als Gesamtes da oder dort in einem Teamwork gleicher Rechte mit ausländischen Grossfirmen zusammenzutun. Man blieb betont die schweizerische Firma. Nun hat Brown Boveri den unternehmerischen Schritt gewagt, Bestandteil einer Firma internationalen Eigentums und internationalen Namens «Asea BBC» zu werden; nicht um sich zu unterwerfen, sondern um gemeinsam in den grösseren Räumen – zum Beispiel in der EG – besser angreifen und damit die schweizerischen Arbeitsplätze langfristig besser sichern zu können.

Ein solcher Schritt ist nicht als Flucht, sondern als zukunfts-trächtige strategische Massnahme aufzufassen. Wenn heute in Baden redimensioniert wird, so geschieht dies, damit in der Schweiz ein neuer, blühender Wirtschaftszweig aufgebaut werden kann, der Arbeitsplätze von morgen sicherstellt.

Ich kann mir vorstellen, dass sich auf Prinzipien grösserer Internationalisierung eine natürliche Verquickung mit der sich abzeichnenden Verdichtung der EG ergeben kann, vor allen Dingen dann, wenn wir unsere zukünftige Gesetzgebung mit jener der EG-Länder – ohne Aufgabe unserer Freiheit – koordinieren. Ein Stichwort als kleines Beispiel: Internationalisierung der Fahrzeugbreite auf 2,50 m.

Was nun in der Sache Asea BBC die Aufgabe des Bundes sein soll, zitiere ich als Abschluss aus einem vor kurzem gehaltenen Vortrag über Fragen von Politik und Wirtschaft des Staatssekretärs für Aussenwirtschaft, Herrn Blankart: «Mit Blick auf die aussenwirtschaftspolitische Herausforderung ist es vordringlich, uns als erstes auf die Grundlage unserer Wirtschaftsverfassung, nämlich auf die Eigenverantwortlichkeit der Wirtschaft und die Ordnungsfunktion des Staats, zurückzubedenken. Die wirtschaftspolitischen Aufgaben des letzteren bestehen darin, unter Wahrung der sozialen Gerechtigkeit und des Ordre publique jene Rahmenbe-

dingungen zu schaffen, die der Wirtschaft und dem wirtschaftlich initiativen Individuum die grösstmögliche Entfaltung erlauben. Es geht – mit anderen Worten – um die Verwirklichung einer marktorientierten und sozial verpflichteten Wirtschaftsordnung.»

Reimann Maximilian: Wenn wir ehrlich und realistisch sind, müssen wir nach Kenntnisnahme der bundesrätlichen Antwort und der bis anhin abgegebenen Voten doch zugeben: Weder Bundesrat noch Parlament können im Falle der BBC kurzfristig und direkt etwas tun. Wir konnten von Herrn Bundesrat Delamuraz erfahren, dass bei der BBC die Weichen offensichtlich richtig gestellt worden sind, wenn auch etwas spät, vielleicht zu spät. Wir können persönliche Schicksale, die notgedrungen mit dem Abbau von Arbeitsplätzen verbunden sind, bedauern, unsere Betroffenheit zum Ausdruck bringen, aber Taten vollbringen, das steht in der jetzigen Phase der Ereignisse in der Region Baden ausserhalb unseres Macht- und Einflussbereiches.

Dennoch möchte ich mich – als Sprecher der SVP-Fraktion – unter drei Aspekten zu dieser Interpellation kurz äussern.

1. Ein vorwiegend persönlicher, geografisch bedingter Aspekt: Ich komme aus dem aargauischen Rheintal, wo die BBC seit Jahrzehnten als sicherer und sozial aufgeschlossener Arbeitgeber gilt. Viele Arbeitnehmer pendeln auch aus unseren Tälern tagtäglich nach Baden, und mit vielen von ihnen habe ich gesprochen. Was diese Leute jetzt brauchen, ist nicht Gehässigkeit gegen ihren Arbeitgeber oder auch gegen die führende Zeitung in Baden, sondern es ist neue Hoffnung, es ist die Rückkehr zu einem Betriebsklima für diejenigen, die bleiben können, und es ist die Zuversicht für diejenigen, die durch den Stellenabbau betroffen werden, die Zuversicht, möglichst bald einen neuen Arbeitsplatz zu finden. Diese Taten, diese Leistungen werden aber nicht von Bern aus erbracht, sondern primär von der Konzernleitung in Zusammenarbeit mit den Betriebskommissionen. Sie werden von den Kantonen Aargau und Zürich sekundär erbracht; sie sind bei der Vermittlung neuer Stellen behilflich.

Glücklicherweise präsentiert sich dieser Arbeitsmarkt – wir haben es eben gehört – in der Region Baden und Zürich recht aufnahmefähig. Vor allem hinsichtlich der 1000 Stellen, die im Dienstleistungsbereich bei BBC frei werden, dürften kaum nennenswerte Probleme bestehen. Fast die Hälfte davon wird überhaupt nicht verschwinden, sondern aus Kostengründen lediglich verkauft werden, wie beispielsweise die hauseigene Druckerei.

2. Aufgaben des Parlaments: Von uns hier in Bern, der gesetzgebenden Behörde des Landes, erwartet man in Baden – wie in der werktätigen Industrie überhaupt – schon Taten. Wir müssen uns aber auf die sogenannten Rahmenbedingungen beschränken, die wir dem Werkplatz Schweiz setzen, Rahmenbedingungen, ein abgedroschenes Wort, vielfach zitiert, aber in den Details sind sie wichtiger denn je. Aber was wurde in diesem Haus alles versucht – vorletzte Woche zum Beispiel bei der Steuerdebatte –, unseren Unternehmen die Möglichkeit zu verbauen, um betriebsnotwendige Reserven bilden zu können? Erfreulicherweise verfügt gerade die BBC über solche Reserven, *notabene* aus glücklicheren Zeiten. Sie kann heute bei der sozialen Komponente der Reduktionsmassnahmen glücklicherweise auf diese Reserven zurückgreifen und sie gezielt einsetzen.

Ein anderes Beispiel aus der Steuerdebatte: die Abzugsmöglichkeit der effektiven Kosten für den Arbeitsweg. Da gab man sich zunächst auch vom Bundesrat aus recht zugeknöpft und wollte alle mit einer bescheidenen Pauschale abspeisen. Es bedurfte der Intervention von Frau Spoerry, und man gab sich dann etwas grosszügiger. Die Arbeitnehmer, die nun hoffentlich neue, aber weiter entfernte Arbeitsplätze antreten können und deswegen auf das Auto angewiesen sind, werden uns dafür dankbar sein. Kollege Hans Zbinden stimmt mir da hoffentlich bei. Es gibt eben Arbeitnehmer, die künftig lieber etwas weiter fahren, unter Umständen auch mit dem Auto, als umziehen möchten. Sie wollen wir nicht noch steuerlich bestrafen.

Was wurde in diesem Parlament schon alles unternommen, um die Produktion und die Verteilung von elektrischem Strom zu drosseln oder gar zu verhindern? Viele BBC-Mitarbeiter, mit denen ich gesprochen habe, empfinden es geradezu als Hohn, wenn sie nun aus der gleichen Ecke bemitleidet werden. Einer sagte mir sogar: «Wer uns die Arbeit politisch zu rauben versucht, von dem wollen wir kein Mitleid.»

3. Internationale Uebernahmen oder Fusionen: Hier ist ein Prozess im Gang, der für gewisse Branchen und Technologiebereiche zwangsläufig ist. Branchen mit enorm hohen Forschungsaufwendungen zum Beispiel – da ist dem Volkswirtschaftsdirektor völlig zuzustimmen – sind geradezu zu Kooperationen oder Fusionen verurteilt, wenn sie überhaupt überleben wollen. Das haben schon viele Schweizer Unternehmen durchexerziert. Vielfach sassen sie dabei am längeren Hebel, so beispielsweise Nestlé oder die Basler Chemie. Oder ein Beispiel aus dem Inland: die Fusion Autophon/Hasler. Ob BBC gegenüber den Schweden am schwächeren Hebel sitzt, wie es Kollege Andreas Müller selbstsicher gewusst hat, kann ich nicht beurteilen. Letztlich sitzen sie aber alle im gleichen Boot, im harten Wettbewerb gegen die internationale Konkurrenz, Schweizer wie Schweden, Arbeitgeber wie Arbeitnehmer.

Die Bootsführer aus Schweden und aus Baden liegen letztlich auf richtigem Kurs. Wir sollten ihnen nicht zu sehr am Zeug flicken. Was sagte doch die Betriebskommission in Baden: «Die Vorgesetzten aller Stufen haben nun die schwierige Aufgabe, aus den zurzeit demotivierten und demoralisierten Mitarbeitern wieder einsatzwillige und einsatzfähige Einheiten zu bilden.»

Die SVP-Fraktion wünscht sich und vor allem der BBC und ihrer Belegschaft, dass dem bald wieder so sein wird.

Keller: Zuerst möchte ich Herrn Bundesrat Delamuraz für seinen Ueberblick über die zwar schmerzhaften, aber notwendigen Umstrukturierungsmassnahmen, in denen sich heute viele Unternehmungen befinden oder aus denen sie hervorgegangen sind, danken. Ich danke ihm auch für seinen Optimismus. Gerade in dieser Region können wir ihn durchaus brauchen, wenn wir ihn im Zentrum dieser Situation auch nicht so teilen können, wie er ihn formuliert hat. Der am 29. Februar 1988 angekündigte Abbau von 2500 Arbeitsplätzen hat in der Schweiz Betroffenheit ausgelöst, im Kanton Aargau Enttäuschung und in der Region Baden Erschütterung. Wer mit dieser Region vertraut ist, ermisst die Intensität dieser Erschütterung, denn die Firma Brown Boveri ist seit diesem Jahrhundert das wirtschaftliche Rückgrat der Region Ostaargau, nicht nur mit ihren Tausenden eigenen Arbeitnehmern und Arbeitsplätzen, sondern auch mit Blick auf die vielen Zulieferer. Es ist zu bemerken, dass die BBC sich seit jeher einer starken Anhänglichkeit und Treue ihrer Mitarbeiter erfreut hat. Ungezählte haben nie anderswo gearbeitet als hier. Es liessen sich viele Familien nennen, deren Mitglieder seit Generationen in dieser Firma gearbeitet haben.

Die drakonischen Massnahmen, zu denen sich die gegenwärtige Führung von Asea BBC genötigt sieht, bewirken auch Risse in diesem Gewebe traditioneller Verbundenheit der Arbeitnehmerschaft mit ihrem Betrieb. Der Eindruck des massenhaften Stellenabbaus ist um so stärker, als es sich um den Höhepunkt einer Reihe von einschneidenden Führungsmassnahmen handelt, die sich in dichter Folge abgewickelt haben: Bereits im November 1986 war der rigorose Stellenabbau von 1500 Arbeitsplätzen gemeldet worden; ihm folgte die spektakuläre Fusion mit Asea unter offensichtlicher Dominanz der Schweden (so scheint es wenigstens), und jetzt dieser Abbau von 2500 Arbeitsplätzen. Sie werden verstehen, dass Bevölkerung und Belegschaft in dieser Region verunsichert sind. Man fragt sich, ob die Talsohle erreicht sei. Auch stellt sich die Frage, ob dieser angekündigte Stellenabbau teilweise die Folge der Fusion sei.

Die Unsicherheit macht sich nicht nur an der Basis bemerkbar. Sie zeigt sich teilweise auch bei leitenden Angestellten.

Im Elektronikwerk der BBC Turgi habe ich mit einem führenden Angestellten gesprochen. Hier wird zwar kein unmittelbarer Stellenabbau befürchtet; die Elektronikprodukte sind weltweit führend und werden zu 95 Prozent ins Ausland verkauft. Die Befürchtungen dieses hohen Angestellten gehen jedoch dahin, dass diese rentablen Fabrikationsanlagen gleichwohl mit der Zeit ins Ausland verlegt werden könnten, weil sie allenfalls anderenorts noch rentabler als in der Schweiz produzieren könnten. Damit stellt sich die Frage nach der Attraktivität und der Sicherheit des Werkplatzes Schweiz.

Was jetzt bei ABB geschieht, kann man relativieren, indem man diese fusionierte Firma als Sonderfall darstellt. Es sei zuzugeben, dass in der Vergangenheit Führungsfehler gemacht wurden. Man spricht in diesem Zusammenhang von einem bürokratischen Wasserkopf, zu welchem einiges angewachsen sei. Andererseits ist auf eine Fehleinschätzung der letzten zehn Jahre hinzuweisen, die etwas mit der Hoffnung auf steigenden Stromverbrauch – und damit verbunden auf Kraftwerkaufträge – zu tun hat.

Die Aussage des Verwaltungsratspräsidenten kann nicht von der Hand gewiesen werden, wenn er sagt, die fortwährende Energiediskussion hätte die Investitionsflaute im Energiesektor verstärkt und damit Probleme der Kapazitätsauslastung verschärft. Wo immer wir in Fragen der Energieproduktion stehen, müssen wir doch zugeben, dass das jahrelange unentschiedene politische Ringen um die Zukunft der Energieproduktion in der Schweiz für einen Elektrokonzern, wie es BBC zur Hauptsache ist, diese politischen Rahmenbedingungen als schwierig erscheinen lässt. Denn gerade die jetzt durchzuführenden Abbaumassnahmen betreffen ja nicht weniger als 1000 Stellen im thermischen Bereich. Es stimmt nachdenklich, wenn vom Präsidenten des Verwaltungsrates gesagt wird, dass Strom aus Frankreich der ABB Schweiz keine einzige Stunde Arbeit verschaffe. Dieses Problem muss ebenfalls gesehen werden, wenn man von ABB im Aargau spricht.

1. Mit Blick auf diesen unerhörten Aderlass von 2500 Arbeitsplätzen erwartet die CVP von der Führung der Asea Brown Boveri, dass die bedrückende Lage, in die sich viele Arbeitnehmer und ihre Familien gestürzt sehen, tatkräftig mit dem nötigen Einfühlungsvermögen gelindert wird. Dazu gehört die Verwirklichung des angekündigten Sozialplans. Wir dürfen vermerken, dass BBC auf diesem Gebiet in der Vergangenheit gute Arbeit geleistet hat. Dazu gehört in Zusammenarbeit mit den Behörden auch die Umschulung, Weiterbeschäftigung, Hilfe zum Einstieg in andere Betriebe und Tätigkeiten. Hier muss das hohe Verantwortungsbewusstsein der ABB-Führung ihren unmissverständlichen Ausdruck finden.

2. Wir erwarten, dass das Schweizer Management den Werkplatz Schweiz energisch verteidigt. ABB-Produktion soll in der Schweiz ihren Platz behaupten. Gemäss der Aussage des Führers des Gesamtkonzerns soll nach der Phase des «Gesundschumpfens» – wie er sich ausdrückt – wiederum eine Wachstumsphase eingeleitet werden. Wir erwarten in unserer Region, dass künftig wieder grosszügig investiert wird.

Der Bundesrat hat die wichtigsten Fragen beantwortet; ich will nicht mehr auf alles eingehen, was ich mir vorgemerkt habe, aber immerhin folgendes feststellen: Die Konzernführung spricht von schwierigen Rahmenbedingungen in der Schweiz, und sie betont im besonderen ihren kleinen Binnenmarkt. Das meiste, was dieser Konzern produziert, geht zu 85 Prozent ins Ausland. Hier spielt die Exportrisikogarantie eine ganz entscheidende Rolle. Denn bei 85 Prozent Export stellen sich die Fragen ganz anders als in anderen Betrieben.

Ich frage den Bundesrat, ob er in Zukunft in dieser Beziehung nicht etwas flexibler sein könnte.

Humbel: Ich lege vorerst die Interessenbindung klar: Ich bin nicht Aktionär der ABB, aber immerhin habe ich eine sehr gewichtige Verbindung mit ABB. Mein Vater war während

fünfzig Jahren bei dieser Firma tätig, und heute noch haben zwei meiner Brüder ihren Broterwerb in dieser Firma.

Eines muss aber auch gleich zu Beginn klargestellt werden: Dank BBC (neu ABB) hat nicht nur die Region Baden-Wettingen, sondern auch der Kanton Aargau in diesem Jahrhundert wirtschaftlich den so wichtigen Aufschwung miterlebt und erfahren können. BBC hat auch auf dem Sektor Schulen – für unsere Jugend also – Grosses geleistet. Ich hebe die vorzüglichen Gewerbe- und KV-Schulen, aber auch die vor einigen Jahren gegründete Technikerschule, hervor. Das soll selbstverständlich auch für die Zukunft gelten.

Viele Bürger und Politiker sind der Meinung – auch ich –, dass der Staat für schlechtere Wirtschaftszeiten Beschäftigungsprogramme in der Schublade bereithalten soll. Wir sprechen ja auch von bestimmten Impulsprogrammen. Wir haben hier schon Kredite zur Förderung der technologischen Entwicklung und Ausbildung gesprochen, auch für die Handelsförderung usw. Handelshemmnisse und Protektionismus müssen bekämpft werden. Die Währungssituation soll verbessert werden, aber auch die Exportrisikogarantie. Man hat feststellen können, dass ausländische Firmen von seiten ihrer Staaten bedeutend bessere Exportrisikogarantien haben.

Immer und immer wieder werden die Rahmenbedingungen für unsere Wirtschaft in den Vordergrund und zur Diskussion gestellt. Man hat es vernommen: Auch die ABB ruft nach besseren Rahmenbedingungen. Ich bin immer für ein vernünftiges Neben- und Miteinander zwischen Staat und Wirtschaft eingestanden und nie für ein Gegeneinander.

Ein erfreulicher Punkt muss bei dieser ABB-Situation dennoch erwähnt werden: Verschiedene Abteilungen werden nun rechtlich und finanziell abgetrennt und unabhängig. Es werden neue Firmen gegründet, also kleinere Zellen geschaffen, die übersichtlich und kostengünstiger sind. Das ist doch auch eine Chance für Mitarbeiter der ABB.

Noch einige wenige Bemerkungen zur Energiepolitik – sie sind hier zwar bereits dargebracht worden –: Ich möchte auf die widersprüchliche Politik gewisser Fraktionen in diesem Rat hinweisen. Da reden sie immer von Erhaltung von Arbeitsplätzen, während sie politisch ganz anders tätig sind. Mit dem Verzicht auf das KKW Kaiseraugst, der von der SP zum Beispiel schon vor einigen Jahren eingeläutet worden ist und jetzt sogar von Spitzenpolitikern der bürgerlichen Parteien unterstützt wird, müssen in der Abteilung Kraftwerkbau weitere 500 Mitarbeiter entlassen werden. Dazu kommt der Verlust von fünfzig hochqualifizierten Fachkräften mit einem grossen Know-how. Dieses technische Wissen soll nun unserem Lande zum Teil auch noch verlorengehen. Schade! Im übrigen werden wir im Zusammenhang mit der unseligen Motion «Verzicht Kaiseraugst» noch einiges zu bereden haben.

Einen interessanten Widerspruch kann ich sogleich noch belegen: Dieser Tage haben Sie die Meldung lesen können, dass auch China BBC-Hochtemperaturreaktoren bauen will, nicht nur Russland. Die deutsche BBC hat mit beiden Ländern Vereinbarungen treffen können. Auch das Stammhaus in Baden kann davon einiges profitieren. Man muss also Lieferungen für die Nuklearindustrie im Ausland ausführen, aber im eigenen Lande erhält man keine Aufträge. Tatsächlich eine komische Situation! Zur Beruhigung der KKW-Gegner: ABB baut auch Kohlen-, Wasser-, Gas-, Wind- und Sonnenkraftwerke.

Zu einem letzten Punkt, zu den Medien: Die grossen Debatten über die Wirtschaftslage allgemein, generell und auch im Detail wie jetzt, folgen sich in diesem Rat Schlag auf Schlag. Vor einigen Jahren habe ich auf die wichtige Rolle der Medien und der Medienschaffenden hingewiesen. Auch beim Investieren, in der Produktion, im Handel, in der Konsumwirtschaft usw. spielt Psychologie eine grosse Rolle. Gerade die Medien haben es in der Hand, ein gutes Klima für unsere Wirtschaft zu schaffen oder eben ein schlechtes. Ich habe manchmal den Eindruck, dass gewisse Medienleute die Verantwortung, die sie bezüglich unserer Wirtschaft tragen, nicht richtig sehen. Ich hoffe, dass die

Medienleute, wie schon vor einigen Jahren, diesen meinen bescheidenen Appell verstehen und ernst nehmen. Dafür danke ich.

M. Matthey: Dubied à Couvet, Longines à St-Imier, Georg Fischer, à l'époque, à Schaffhouse, Monteforno au Tessin, d'autres encore hier, d'autres encore demain. L'industrie textile, de l'habillement, l'horlogerie, la métallurgie ont déjà perdu des dizaines de milliers d'emplois, et que n'a-t-on pas dit ici ou ailleurs de l'incapacité des horlogers à préparer l'avenir! Aujourd'hui, avec ASEA-BBC à Baden, avec Favag à Neuchâtel, ce sont parmi les fleurons de notre industrie, les machines et les télécommunications qui doivent s'adapter. De nombreuses régions sont touchées et menacées. Des populations et des familles entières vivent dans l'inquiétude et l'insécurité. Beaucoup de personnes éprouvent le ressentiment d'avoir été licenciées, alors qu'elles avaient fait la richesse des entreprises et leur avaient souvent consacré leur vie professionnelle. Chaque fermeture, chaque mesure de licenciement peut s'expliquer par des raisons spécifiques qui sont toutes, Monsieur le Conseiller fédéral, des cas non représentatifs: successions défailtantes, incompétence, crise de management, obligation de rationalisation, adaptation à la concurrence internationale. Mais, lorsque les cas particuliers se multiplient, on se doit d'en tirer des conclusions générales et nous ne sommes pas aussi optimistes que vous, Monsieur le Conseiller fédéral. Nous ne sommes pas les seuls, puisque des études, telles que celles de Prognos, prévoient la perte de cent mille emplois industriels dans notre pays jusqu'en l'an 2000.

Nous devons aussi vous démentir, Monsieur le Conseiller fédéral – et peut-être n'avez pas voulu dire cela – mais dans les régions qui ont perdu plusieurs milliers d'emplois et, en particulier l'Arc jurassien, on n'a pas reconstitué le tissu économique, on n'a pas comblé les emplois qui ont été perdus. Et l'horlogerie n'avait que 80 à 90 000 emplois, l'industrie des machines en a 360 000. En fait, au-delà d'une situation conjoncturelle, la Suisse entière, et non plus quelques régions seulement, va au devant de restructurations importantes de son industrie. Nous pensons que cela est nécessaire, mais que cela représente des conséquences économiques, sociales et humaines que nous devons prévenir.

Les difficultés qui, malheureusement, pourront toucher les grandes industries de notre pays et les régions les plus développées, ne vont pas créer des problèmes seulement dans lesdites régions, elles vont encore accentuer les difficultés des régions frappées depuis plusieurs années, en particulier l'Arc jurassien. Une concurrence accrue va s'installer entre les régions pour l'implantation d'entreprises et la création d'emplois, pour gagner le marché des petites et moyennes entreprises et de la sous-traitance. A cet égard, et même avec leurs difficultés, les régions du Plateau, mieux situées du point de vue des réserves constituées et non encore utilisées, du point de vue des équipements, du point de vue des communications, seront avantagées.

Les autorités, et le Parlement en particulier, ne peuvent rester spectateurs devant cette évolution qui implique l'avenir de nombreuses régions et la place de l'industrie suisse dans le monde, et par conséquent, des dizaines de milliers d'emplois. Elles ne peuvent laisser au seul marché le soin de régler le sort de milliers de femmes et d'hommes, qui se demandent ce qu'ils deviendront demain, parce qu'ils sont considérés souvent comme trop âgés ou qu'ils n'ont pas ou qu'ils n'ont plus les qualifications professionnelles suffisantes.

Ce que réclament les personnes touchées par les mesures de restructuration et de licenciements, c'est notre soutien et notre solidarité, c'est aussi un emploi. Mais, avec les autres travailleurs, ils demandent, en cette fin de vingtième siècle, que leur soient reconnus des droits correspondant à la part qu'ils prennent dans la production de notre pays et qui favoriseraient aussi la création d'une volonté collective d'entreprendre, d'un esprit d'entreprise élargi à la communauté tout entière. Ces droits ont un nom et ils ont un contenu. Le

premier, c'est de savoir ce que deviendra l'industrie demain, quelle stratégie de développement industriel notre pays entend promouvoir, par une collaboration entre l'industrie et les pouvoirs publics. Il n'y a pas seulement les conditions-cadres. Comment prépare-t-on un certain nombre d'échéances? Comment substituer, au hasard des choses et aux seules forces du marché, une volonté collective préparant la Suisse industrielle à sa nécessaire adaptation à long terme? C'est aussi un devoir de notre Parlement que de se poser ces questions.

Le deuxième de ces droits, c'est celui à l'information et à la participation dans l'entreprise qui devraient être reconnues aux syndicats et aux commissions de personnel. On ne peut accepter que des travailleurs apprennent la fermeture de leur entreprise ou leur licenciement par les médias. On ne peut plus accepter, dans une économie moderne, qui requiert l'engagement et l'initiative de chacun, que le personnel d'une entreprise reste étranger aux principales décisions qui conditionnent son avenir. Ce droit à l'information devrait d'ailleurs être accordé aussi aux autorités politiques intéressées.

Le troisième de ces droits, c'est de pouvoir bénéficier d'une formation permanente durant son temps de travail, afin d'assurer le maintien et l'actualisation de ses connaissances. Monsieur le Conseiller fédéral, nous vous remercions d'avoir dit que vous alliez étendre ces possibilités, parce qu'aujourd'hui elles sont insuffisantes, tant dans les entreprises, en dehors de l'encadrement, qu'au niveau de leur reconnaissance par le Conseil fédéral.

Le quatrième droit, c'est enfin celui de bénéficier d'une assurance-chômage en cas de perte d'emploi, qui ne soit pas basée – comme celle dont on dispose actuellement – sur la défiance à l'égard de celles et ceux auxquels elle s'applique, sur la pénalisation progressive de ceux qui doivent en bénéficier.

C'est à ce prix et à ces conditions, avec cette volonté, que nous pourrions redonner confiance en l'avenir de notre industrie, redonner confiance aux travailleurs qui en dépendent, qui ont mis en elle les espoirs de leur avenir professionnel. Pour être tous ensemble, Monsieur le Conseiller fédéral, il faut que le chemin qu'on emprunte soit le même, il faut surtout qu'on ait pu décider ensemble de l'orientation que nous devons prendre.

Spälti: Es ist absolut verständlich, dass ein angekündigter Stellenabbau von 2500 Arbeitsplätzen innert zweier Jahre eine Schockwirkung erzeugt, vor allem in der betreffenden Region.

Ich kann mir persönlich sehr gut vorstellen, was dies z. B. für den Raum Winterthur bedeuten würde. Ich verstehe deshalb auch die Sorge der Gewerkschaften. Gleichzeitig kommt aber logischerweise die Frage auf – und dieser möchte ich im Detail etwas näher nachgehen –, ob die Entwicklung bei Asea BBC typisch sei für die aktuelle Lage der schweizerischen Maschinen- und Metallindustrie und ob nun der Werkplatz Schweiz in Gefahr sei.

Beides trifft nicht zu. Weder ist ABB typisch für die Schweizer Industrie – Herr Bundesrat Delamuraz ist schon ganz kurz auf diese Frage eingegangen – noch ist Panik für den Werkplatz Schweiz angebracht. Und noch weniger sind übereilte Forderungen an den Staat am Platz, woher sie auch kommen mögen.

Ich kann mich nicht im Detail mit Asea BBC befassen. Es fehlen mir die nötigen Detailkenntnisse dieses Unternehmens. Hingegen sind mir die Verhältnisse in der schweizerischen Maschinenindustrie in einem anderen Zusammenhang recht gut bekannt. Ich möchte mich deshalb ganz kurz mit einigen grundsätzlichen Fragen der Industrie befassen, weil es hier doch gilt, im Zusammenhang mit dem Thema von heute einige Missverständnisse zu korrigieren, ohne zu bagatellisieren.

Die Maschinen- und Metallindustrie war in den letzten Jahren – vielleicht zur Überraschung vieler nicht Eingeweihter – ein Beschäftigungsmotor innerhalb der Schweizer Industrie, und sie beschäftigt mit rund 330 000 Mitarbeitern

heute mehr Leute als vor zehn Jahren. Diese Entwicklung war nur möglich, weil die schweizerische Maschinenindustrie sich bisher im internationalen Konkurrenzkampf sehr gut halten konnte und innerhalb der westlichen Industriestaaten und Japan immerhin der siebentgrösste Exporteur von Produkten und Leistungen ist.

Wenn man nach Produktbereichen differenziert, liegt unsere Maschinenindustrie noch besser. Bei Textil- und Präzisionswerkzeugen sind wir zweitgrösster Exporteur, bei Werkzeugmaschinen liegen wir an dritter Stelle usw.

Einzelne Firmen halten in bestimmten Produkten sogar dominierende Weltmarkt- und Weltexportanteile. Nur als Beispiele: Mindestens jede zweite weltweit im Einsatz stehende Webmaschine kommt aus der Schweiz; der grösste Bioreaktorhersteller mit 20 Prozent Marktanteil ist eine Schweizer Firma usw. Es gibt hier eine ganze Hitliste.

Diese Erfolge sind nur möglich dank rascher Anpassung der Produkte an Kundenbedürfnisse, durch Modernisierung des Produktionsapparates und grosse Aufwendungen in Forschung und Entwicklung, wo die Schweiz nicht von ungefähr mit an der Spitze der OECD-Länder liegt.

Auch der gelegentlich gehörte Vorwurf, die Maschinenindustrie habe in Bezug auf Hochtechnologie geschlafen, ist falsch. Hochtechnologie heisst nicht nur Mikroelektronik, Biotechnologie, Robotik usw., wo übrigens auf absehbare Zeit hinaus noch relativ wenig Arbeitsplätze geboten werden. Hochtechnologie spielt gerade in den traditionellen Maschinenbauereichen, welche noch immer die Masse der Arbeitsplätze in der Maschinenindustrie bieten, eine entscheidende Rolle. Bei Werkzeug- und Textilmaschinen beispielsweise kann der elektronische Teil bis zu 30 Prozent der Herstellungskosten ausmachen. Auch Grosskraftwerksbau gehört übrigens zur Hochtechnologie.

Wenn die schweizerische Maschinenindustrie in vielen Bereichen Spitzenpositionen halten konnte, dann deshalb, weil sie gerade in der Anwendung im Hochtechnologiebereich Schritt gehalten hat. Man kann also unter keinen Umständen sagen, die schweizerische Maschinenindustrie habe als Ganzes die technologische Entwicklung verpasst. Ohne Zweifel gibt es aber unter den rund 3000 Betrieben in der Metall- und Maschinenindustrie Unterschiede. Pessimismus ist also, auch mit Bezug auf den industriellen Bereich, fehl am Platz. Die Ausgangslage für die Zukunft ist nicht schlecht.

Die starke Position der schweizerischen Maschinenindustrie in der Welt ist aber für die Zukunft nicht gesichert. Es wird immer schwerer fallen, die internationale Konkurrenzfähigkeit und die Ertragskraft der Unternehmen in einem weltweiten Umfeld, das keineswegs günstig ist, zu erhalten. Es wird enorme Anstrengungen unserer Unternehmen brauchen, um international konkurrenzfähig zu bleiben.

Damit komme ich zu einer letzten Bemerkung. Es würde mir auch richtig scheinen, wenn wir bei der Behandlung dieser Interpellation nicht nur über die anderen sprechen würden, über die, die vielleicht schuld sind, über die, die betroffen sind. Es wäre gut, wenn wir für uns als Politiker auch einige Schlüsse aus dieser Situation ziehen würden. Da komme ich ganz einfach auf zwei Punkte:

1. Wir sollten über die Parteigrenzen hinweg die Bereitschaft und den Mut haben, unserer Bevölkerung zu sagen, dass auf allen Stufen – ich betone: auf allen Stufen – vermehrte Anstrengungen nötig sein werden, um im harten internationalen Wettbewerb auch in den neunziger Jahren und später bestehen zu können.
2. Es müsste für uns gelten, nicht immer auf der politischen Ebene neue Forderungen an Staat und Gesellschaft zu erheben.

M. Brélaz: Le problème dont nous parlons aujourd'hui doit s'inscrire dans un cadre plus général, notamment celui de l'évolution des nouvelles technologies. Il va de soi que la plupart des entreprises modernes, du moins celles qui réussissent de nos jours, ont pu ou ont su investir très fortement dans la rentabilisation ou la rationalisation. Le cas le plus typique est celui de l'industrie japonaise – on en a déjà parlé

– où, par exemple, une usine de voitures fonctionne actuellement avec dix employés. Evidemment, cela peut poser de graves problèmes aux travailleurs.

Il ne faut pas s'attendre à ce que cette évolution se limite uniquement à l'industrie automobile. Aujourd'hui déjà, on peut constater que les structures de travail, dans le cadre de l'état-major du groupe ASEA, sont plus efficaces que celles du groupe BBC. C'est ce qui lui a permis, en grande partie, d'avoir une position très forte dans le jumelage dont il est en l'occurrence question.

Par conséquent, il est faux de prétendre, comme certains qui appliquent des raisonnements économiques des années cinquante ou soixante, que c'est uniquement parce qu'on n'a pas donné de commandes à l'industrie électrique que les problèmes ont surgi. Faut-il faire des centrales nucléaires uniquement pour permettre à une entreprise suisse de fonctionner? Ce raisonnement paraît tout de même un peu simple dans une économie de marché. La situation actuelle est due essentiellement à un problème de rentabilisation de l'entreprise et également au manque de débouchés.

Contrairement aux affirmations de MM. Burckhardt et Loretan, je crois que la chance réelle pour notre pays est de miser essentiellement sur les nouvelles technologies ainsi que sur les nouvelles «modes». Il faut savoir – par exemple Monsieur Loretan – qu'une étude allemande montre que des mesures très efficaces de protection de l'environnement – même si elle a cinq ou six ans – risquaient de faire perdre environ 7000 emplois en RFA, mais également d'en faire gagner 370 000. On me rétorquera que ce ne serait pas forcément les mêmes points mais, malgré tout, pour le marché général du travail, l'industrie suisse aurait intérêt à s'en inspirer.

En outre, les entreprises qui n'arrivent pas à s'adapter à long terme en matière d'environnement – je suis tout à fait d'accord de leur laisser des délais – disposent souvent d'une technologie comparable à celle des années cinquante. Elles sont de leur propre chef non compétitives sur le plan international. Par exemple, les entreprises japonaises qui ont tout d'abord été extrêmement mécontentes des mesures prises par leur gouvernement, il y a quelques années, sont actuellement très heureuses en s'apercevant qu'elles sont encore beaucoup plus compétitives, parce qu'elles consomment moins d'énergie. Le recyclage des boues d'épuration, des eaux usées, etc. entraîne également une moins grande utilisation de matières premières.

Dans le secteur de l'énergie, une partie peut être concernée plus facilement par la rationalisation et l'automatisation. Ce sont les techniques bien standardisées qui s'utilisent en usine. Certes, une usine de production, la fabrication d'une centrale nucléaire ou d'une centrale à charbon, fournit du travail local (génie civil par exemple). Mais, le nombre d'emplois potentiels est beaucoup plus grand dans les technologies comme l'isolation des bâtiments ou les énergies nouvelles. Je crois véritablement que les emplois dans ce domaine sont beaucoup plus difficiles à rationaliser. Ainsi, dans l'optique prioritaire de ne pas perdre d'emplois dans notre pays, cet élément devrait être pris en considération. Il ne faut donc pas tenter de résoudre ce problème avec des méthodes des années cinquante. Au contraire, c'est en allant en direction des nouvelles technologies, en fonçant vers l'avenir, aussi bien en matière d'énergie que d'environnement, que nous résoudrons le problème. Cela dit, ce dernier reste un élément de base qui touchera, petit à petit, toute une partie de l'industrie suisse. Le cas dont nous parlons aujourd'hui ne sera, hélas et probablement, pas unique. C'est donc une des raisons pour lesquelles il serait très intéressant que, dans le cadre des entreprises et peut-être de la Confédération, on mette sur pied, dès maintenant, un état-major permanent qui cherche à évaluer l'impact des nouvelles technologies, de façon à déterminer dans les régions de la Suisse et dans les entreprises les points sur lesquels il faut miser pour éviter d'être en retard à l'avenir et dans le peloton de queue des nations industrialisées.

Frey Walter: Ich bin froh, dass die sozialdemokratische Fraktion Diskussion um den Fall ABB verlangt hat. Nicht unbedingt, um den Fall ABB an sich zu diskutieren, denn dieser wurde im Vergangenen schon zur Genüge diskutiert. Aber vielleicht doch, um anhand dieses Falls wieder einmal ein bisschen die Frage zu stellen: Ist die Schweiz als Industriestandort international gesehen überhaupt noch konkurrenzfähig, und wenn nicht, wird die Schweiz in absehbarer Zeit ein reines Dienstleistungsland werden?

Ich glaube sagen zu dürfen, dass sich die Rahmenbedingungen für die Schweiz als Industriestandort in der letzten Zeit entscheidend verschlechtert haben. Diese Rahmenbedingungen werden nicht von den Geschäftsführungen, dem sogenannten Management, gemacht, sondern von uns, den Verantwortung tragenden Politikern, und unserer Exekutive, in unserem Fall vom Bundesrat. Wenn ich Rahmenbedingungen sage, denke ich beispielsweise an die Sozialpolitik im Zusammenhang mit der Arbeitspolitik, an die sozialpolitischen Kosten. Ich denke an die Währungspolitik, die Steuerpolitik und die damit verbundene Finanzpolitik. Ich denke an die Wirtschaftspolitik, die Aussenpolitik, die Verkehrspolitik, die Energiepolitik, die Umweltpolitik und die damit verbundenen Auflagen, die Kommunikations- und Fernmeldepolitik, die Raumplanungspolitik, die einen starken Einfluss auf die Bodenpreise hat, die Innenpolitik und vieles mehr.

Alles, was wir im Rahmen dieser einzelnen Punkte beschliessen, hat einen Einfluss auf die Wirtschaft, hat einen sehr direkten Einfluss auch auf die Schweiz als Industriestandort. Die Schweiz ist nicht der einzige Anbieter von Industrieprodukten in der Welt. Wir stehen in einem internationalen Konkurrenzfeld, wie das meine Vorredner – vor allem Herr Spälti, aber auch Herr Reimann und Herr Burckhardt – bereits ausgeführt haben. Wir müssen uns bei all diesen verschiedenen Themen – denken Sie an die letzten zwei Wochen oder die letzte Session – Gedanken machen, ob die Behandlung dieser Themen eine Auswirkung auf die Konkurrenzfähigkeit der Schweiz im wirtschaftlichen Sektor hat.

Wir müssen wieder ganzheitlich denken lernen und auch ganzheitlich Politik gestalten. Es darf nicht so weit kommen, dass jeder hier eine eigene Hobby-Politik betreibt, ein Spezialist wird in einem Segment der Politik, damit er Medienbeachtung findet, aber das ganzheitliche Bild stört. Die Wirtschaft ist etwas, womit man nicht spielen darf. Wenn unsere Arbeitsplätze in der Industrie einmal exportiert wurden, wie das in den USA der Fall war, nützt auch ein tiefer Franken – siehe der tiefe Dollar – nicht, um kurzfristig die Wirtschaft, die Industrie wieder in Gang zu bringen.

Ich bitte Sie, den Fall ABB dahin zu interpretieren, dass er uns mahnen soll, in Zukunft diese ganzheitliche Denkweise wieder in die Politik einfließen zu lassen. Wenn wir das ernsthaft und seriös tun, haben wir unserer Betroffenheit mit den Leuten, die jetzt unter der ABB-Massnahme zu leiden haben, auf eine positive Art und Weise Ausdruck gegeben.

Mauch Rolf: Ich möchte in dieser den Emotionen leicht zugänglichen Angelegenheit vorerst Herrn Bundesrat Delamuraz den besten Dank aussprechen für seine objektiven, sehr sachlichen Darlegungen, die ganz bestimmt sowohl in der Region als auch im wirtschaftspolitisch liberalen Kanton Aargau ihre gute Aufnahme finden werden. Ich danke gleichzeitig für die Bezugnahme auf die grösseren Zusammenhänge.

Die sozialdemokratische Fraktion hat es für richtig befunden, die Restrukturierungsmassnahmen der mit der Asea zusammengeschlossenen bisherigen Badener BBC auf die Bühne der eidgenössischen Räte zu ziehen. Ich gebe vorab meiner tiefempfundenen Anteilnahme am wirtschaftlichen und menschlichen Schicksal und Wohlergehen der betroffenen Bevölkerung an dieser Stelle Ausdruck. Im Kanton Aargau ist insbesondere die engere Region Baden betroffen, aber auch im weiteren Umkreis sind Pendler und Zulieferbetriebe mannigfaltigster Art von diesen Problemen tangiert. Es gibt nicht nur bei ABB tiefgreifende Betriebsumstrukturierungen.

Gestatten Sie mir bei dieser Gelegenheit einige Bemerkungen grundsätzlicher Art aus der Sicht des Kantons Aargau und seiner Wirtschaft:

1. Ich halte in erster Linie fest, dass man die Relationen richtig sehen sollte, anstatt mit Zahlen in Panik zu machen und die Umlagerungen zu dramatisieren. Es stehen nicht an einem unseligen Morgen 2500 Leute mit der Kündigung auf der Strasse, die Region verliert auch nicht so viele Arbeitsplätze, sondern die Firma ist gezwungen, ihren gesamten Personalbestand um zirka 15 Prozent innert zwei bis drei Jahren zu vermindern. Sie tut das mit einer ganzen Reihe verschiedenartiger Massnahmen, von Nichtersetzung bei Pensionierung über vorzeitige Pensionierung mit überdurchschnittlich gutem Sozialplan, über Dezentralisierung durch Ueberführung von bisherigen Betriebsabteilungen in selbständig geführte Gesellschaften, die auch für externe Kunden arbeiten, bis zur Gewährung von Starthilfen an Mitarbeiter für den Aufbau eigener Unternehmungen.

Die Kündigungen bilden eine *ultima ratio*, wo sich sonst kein Weg finden lässt. Ob es sich dabei um die genannte Zahl von der Grössenordnung 500 handelt, weiss heute wohl noch niemand. Ich weise auch darauf hin, dass es keine grossen Wellen warf, als Mitte der siebziger Jahre, in der Zeit der Bau- und Inlandrezession, die BBC mehrere tausend Arbeiter – nicht nur aus dem Kanton Aargau, sondern auch aus den umliegenden Gebieten Solothurn und weiter entfernter Gebiete – aufgesogen hat und aufnehmen konnte dank damals guter Konjunktur der BBC. Das sind konjunkturelle und strukturelle Auf- und Abbewegungen. Ich will damit nichts beschönigen, aber einiges richtig darstellen.

2. Es muss angefügt werden, dass der Raum Baden, der übrige Aargau und das nahegelegene zürcherische Limmattal nach wie vor aufstrebende Wirtschaftsregionen mit gegenwärtig ausserordentlich angespanntem Arbeitsmarkt auf allen Stufen sind. Die Nachfrage nach Arbeitskräften in der engeren und weiteren Umgebung Badens ist riesengross. Ich kann mir kaum vorstellen, dass spezialisierte Elektroniker und Informatiker, wie es hier heute gesagt wurde, bei BBC weggehen müssten. Da wären rundherum Dutzende, wenn nicht Hunderte von anderen Firmen sehr froh, wenn sie solche Spezialisten finden würden. Die Rekordausmasse der Stelleninserate in allen Zeitungen sind Beweis dafür. Die statistische Arbeitslosenziffer für die Schweiz lag Ende Februar bei 0,9 Prozent, für den Raum Baden bei 0,61 Prozent und für den Kanton Aargau bei 0,5 Prozent, also die Hälfte des schweizerischen Mittels. Diese Ziffer kann ja nie 0,0 lauten, weil Strukturänderungen und Wechsel ein natürlicher Dauerzustand sind und Angebot und Nachfrage in keinem Moment null zu null aufgehen.

3. Ich möchte auch ganz generell entdramatisieren und darauf hinweisen, dass BBC bzw. ABB keinen Einzelfall darstellt, ob man nun sagt, der Werkplatz Schweiz sei gefährdet oder sei nicht gefährdet. Ich erachte ihn als gefährdet, aber das ist eine Frage der Umschreibung. Ich bin mit Herrn Frey sehr einverstanden, ich will deshalb gar nichts wiederholen von den Gründen; wir in der Politik setzen die Rahmenbedingungen. Herr Spälti hat dagegen gesagt, die Wirtschaft sei gefährdet, wenn nicht sichergestellt sei, dass unsere Produzenten weltweit an der Spitze stehen. Das ist es ja: Wer an der Spitze ist, der hat den Markt, und wer nicht oder nicht mehr an der Spitze ist, hat den Markt nicht mehr, weil er selber zu teuer ist. Herr Frey hat die Gründe erwähnt, wir sollten uns an den Kopf greifen oder an den Haaren ziehen, statt hier Krokodilstränen zu vergiessen. Wir kommen dann im Verlauf dieser Woche noch darauf zurück.

4. Bei den Massnahmen von ABB handelt es sich offensichtlich um betriebswirtschaftliche, unumgängliche Redimensionierungen zur Sicherung der Zukunft. Wichtig sind die Rahmenbedingungen, die gefehlt haben und die nicht mehr zur absoluten weltweiten Konkurrenzfähigkeit führen.

(Glocke des Präsidenten) **Präsident:** Herr Mauch, ich muss Sie bitten, zum Schluss zu kommen.

Ich erwähne von diesen Rahmenbedingungen nur die Schweizerfranken-Situation gegenüber DM und Dollar, die Lohnkosten bzw. Arbeitskosten, die Exportrisikogarantie, die ein Kapitel für sich ist und auf die man bei anderer Gelegenheit zurückkommen müssen, den Steuerdruck, den fehlenden Heimmarkt und die Energiediskussion. Ich unterstütze die weiterhin liberale Wirtschaftspolitik des Bundes und die liberale Wirtschaftspolitik, wie sie der Kanton Aargau – mit seinen generellen und nicht mit einzelbetrieblichen Förderungsmassnahmen – wie viele andere Kantone betreibt.

Präsident: Ich bin der Auffassung, dass wir dieses Geschäft auf alle Fälle heute Abend zu Ende beraten müssen. Es wird wahrscheinlich später als 20 Uhr, mindestens wenn immer wieder die Redezeit überzogen wird.

Fischer-Seengen: Es unterliegt keinem Zweifel, dass die von Asea Brown Boveri vorgenommene Restrukturierungsmassnahme mit dem Arbeitsplatzabbau zwar bedauerlich, aber im Sinne einer längerfristigen Gesundung der Unternehmung dringend nötig war. Selbstverständlich dürfen die dabei entstandenen Härtefälle nicht bagatellisiert werden. Vielmehr verdienen die direkt betroffenen BBC-Mitarbeiter unser Mitgefühl.

Die Haltung aber, wie sie nun von sozialdemokratischer und Landesringseite zum Ausdruck gebracht wird, ist scheinheilig und kann nicht unwidersprochen akzeptiert werden. Zuerst wird alles daran gesetzt, um einen wesentlichen Teil der Produktion dieser Unternehmung zu erschweren oder gar zu verunmöglichen, und anschliessend weint man Krokodilstränen, wenn eine solche Politik zu Entlassungen führt. Dabei hat man noch die Stirn, die Schuld ausschliesslich der Unternehmensführung und den bürgerlichen Politikern in die Schuhe zu schieben.

Aus dem breiten Spektrum der Fragen möchte ich einige herausgreifen, die mich persönlich besonders berühren. Erkennen wir doch folgende Tatsachen: Die Produkte, welche der Erzeugung und dem Transport elektrischer Energie dienen, sind ein wichtiger Produktionszweig von ABB – ich hoffe nicht, bereits sagen zu müssen: gewesen. Mit der Beerdigung des Kernkraftwerkes Kaiseraugst wird dieser Markt nun noch wesentlich geschmälert. Zwar führen bürgerliche Motionen zu diesem schmerzhaften Entscheid. Den Ausschlag gegeben haben aber jene Kreise, die durch jahrzehntelange Obstruktion erreicht haben, dass dieses Projekt aus wirtschaftlichen Gründen nun einfach nicht mehr weitergeführt werden kann.

Auch wenn es falsch wäre, wie Herr Müller-Aargau richtig ausführt, dieses Ereignis für die Entlassungen allein verantwortlich zu machen, so führt die Nichtrealisierung von Kaiseraugst doch zu einem Beschäftigungsverlust von 7500 Mannjahren allein bei ABB. Total dürften es in der Schweiz weit über 20 000 Mannjahre – d. h. 4000 Arbeitsplätze während fünf Jahren – sein.

In diesem Zusammenhang sind jedoch nicht nur Kaiseraugst und die Kernenergie zu betrachten, sondern das Gebiet der Energieversorgung insgesamt. Der Bestand der in diesem Bereich tätigen BBC-Mitarbeiter ist in den letzten Jahren bereits halbiert worden. Von den verbleibenden sind nach wie vor rund 80 Prozent für den Export tätig. Deren Arbeitsplätze sind ebenfalls gefährdet, wenn in der Schweiz keine Energieerzeugungsanlagen mehr gebaut werden können, denn exportieren kann nur, wer im Inland über entsprechende Referenzanlagen verfügt.

Die nunmehr eingeleitete Entwicklung führt auch zur Abwanderung hochqualifizierter Fachkräfte, was zu einem Know-how-Verlust führt, der kaum wieder aufgeholt werden kann. Die schweizerische Spitzenstellung auf diesem Gebiet geht verloren. Dies gilt noch akzentuierter für die schweizerischen Ingenieurunternehmungen, die ihrerseits in der Nukleartechnologie und im Kraftwerksbau führend sind. Schliesslich bewirkt der Strombezug aus dem Ausland einen Arbeitsplatzexport, weil die Anlagen im Ausland erstellt und betrieben werden.

Nun wird der betroffenen Unternehmung der Vorwurf gemacht, sie hätte die Zeichen der Zeit nicht rechtzeitig erkannt und sei innovativ zuwenig tätig geworden. Dieser Vorwurf ist ungerecht. Einer kürzlich publizierten Erhebung des Schweizerischen Handels- und Industrievereins kann entnommen werden, dass von 6,3 Milliarden Franken Aufwendungen für die Forschung die Privatwirtschaft 76 Prozent erbracht hat. Daran hat die Maschinenindustrie rund 30 Prozent beigetragen. Sie gibt nicht weniger als 6 Prozent ihres Umsatzes für die Forschung aus. Die Erhebung hat auch festgestellt, dass dieser Aufwand, bezogen auf den Umsatz in den letzten Jahren, weiter signifikant zugenommen hat.

In der Schweiz werden 2,6 Prozent des Bruttoinlandproduktes für Forschung und Entwicklung aufgewendet. Die Schweiz hält sich damit in der Spitzengruppe aller Industrieländer. Mit dem Vorort darf deshalb guten Gewissens festgehalten werden, dass die schweizerische Wirtschaft das Gebot der Stunde erkannt hat und entsprechend tätig ist. Gerade ABB ist hier wegweisend vorangegangen. ABB verfügt über eines der grössten und modernsten Forschungszentren der Schweiz. Ich empfehle Ihnen einen Besuch in Dättwil bei Baden.

Frau Uchtenhagen: Ich teile die Meinung von Bundesrat Delamuraz, dass man den Fall ABB nicht verallgemeinern sollte. Wir haben in der Schweiz viele Restrukturierungen gehabt, auch mit einer grossen Anzahl von Entlassungen, aber sie erfolgten immer wieder aus anderen Gründen: Währungsgründe, Managementfehler usw. Zum Teil waren es auch durch die technologische Entwicklung notwendige Rationalisierungen. Da hätte das Nichtmitziehen dazu geführt, dass man erst recht hätte Leute entlassen müssen, genau wie das heute bei der ABB der Fall ist.

Ziehen wir also keine allgemeinen Schlussfolgerungen. Hören Sie doch auf, dieses ewige Lied von den schlechten Rahmenbedingungen zu singen. Erstens einmal: Nicht die Sozialdemokraten schaffen die Rahmenbedingungen – wir haben ja nicht die Mehrheit –, die schaffen Sie. Zweitens ist es so, dass echte Unternehmer – also nicht nur Politiker, die der Wirtschaft zudienen wollen – in der Regel ziemlich «sec» sagen, dass in der Schweiz im grossen und ganzen die Rahmenbedingungen mindestens so gut sind wie im Ausland, zum Teil besser – wegen anderer positiver Faktoren, die wir eben auch haben.

Gerade weil bürgerlicherseits so oft schlechte Rahmenbedingungen vorgeschoben werden und gleichzeitig die BBC in ihrer falschen Technologiepolitik unterstützt wurde, war möglich, was passiert ist. Die BBC hätte vor Jahren umstrukturieren, auf neue Technologien umstellen, die Zukunftschancen ergreifen sollen. Einen Teil der Schuld tragen jene Politiker, die dachten, man könne mit der ständigen Unterstützung durch die ERG-Kredite etwas ausrichten. Strukturhaltung hat noch nie Probleme gelöst. Wir haben das damals gesagt. Aber es wurde immer wieder durchgedrückt, dass man der BBC noch einmal mit solchen ERG-Krediten unter die Arme griff.

Forschung: das gleiche Kapitel. Ein grosser Teil der Forschung, die die BBC hätte machen müssen, wurde mit Steuergeldern im Eidgenössischen Institut für Reaktorforschung gemacht. Das können Sie im Hayek-Bericht nachlesen. Das weiss man heute auch, und davon kommt man ab. Wichtiger als diese ständigen ideologischen Diskussionen über Rahmenbedingungen wäre doch die Frage, die uns alle angeht: Wie steht es mit der realen technologischen Konkurrenzfähigkeit auf dem Weltmarkt und dem neu entstehenden Grossmarkt von Europa? Die Folgen der verfehlten Politik tragen nun die Arbeitnehmer. Wir aber könnten daraus zumindest etwas lernen, und zwar nicht – was erzählt worden ist –, dass man bei der Kernenergie bleiben soll. Sondern wir sollten das fördern, was Innovation fördert, also Schulung, Bildung, Ausbildung, Weiterbildung, ein gutes Management und vor allem die Forschung. Vielleicht gehört dazu auch – das ist eigentlich die Hauptaussage – etwas mehr Realitätssinn, Sinn für das, was

möglich ist. Es ist eben auch eine Realität, wenn die Leute keine Kernkraftwerke mehr wollen. Es ist vollkommen egal, ob Sie oder ich das wollen oder nicht wollen. Tatsache ist: Es wird kein Kaiseraugst mehr gebaut. Wieso kann man nicht zur Kenntnis nehmen, dass sehr wahrscheinlich kein Kernkraftwerk mehr gebaut wird? Wir können doch die Frage, ob man die bestehenden umrüstet, vorerst auf sich beruhen lassen.

Ich glaube, dass wir früher oder später aussteigen. Sie vielleicht nicht, aber das spielt keine Rolle. Ein einziger grösserer Unfall – auch im Ausland – oder weitere Schwierigkeiten bei der Verwertung atomarer Abfälle führen doch einfach dazu, dass man aussteigt. Man kann der Wirtschaft doch viel mehr helfen, wenn man ihr sagt, sie solle versuchen, sich umzuorientieren. Wir verpassen mit diesem ständigen Beharren auf letztlich veralteten Technologien den Anschluss an neue Technologien (Energiesparen, bessere Leitung der Energien, Alternativenenergien). Wir verpassen einen Riesenmarkt im Ökologiebereich. Wir könnten mit neuen Technologien neue Entwicklungen einleiten, die uns gestatten, unsere Industrie ökologisch abzusichern. Da liegen riesige Zukunftschancen.

Was tun wir in diesem Saal? Da werden die Sozialdemokraten zu Schuldigen gemacht, weil sie eine Ausstiegsinitiative lanciert haben. Sie sollen wohl auch schuld daran sein, dass die BBC während mindestens zwölf Jahren ein schlechtes Management gehabt hat, das nicht begriffen hat, dass sich die BBC reorganisieren, umstrukturieren, in neue Technologien einsteigen muss.

Versuchen Sie doch einmal ganz unvoreingenommen, diese Fragen anzugehen, und geben Sie der Wirtschaft nicht ständig immer noch schlechte Ratschläge.

Büttiker: Es muss uns in diesem Rat doch nachdenklich stimmen, wenn ein Unternehmen wie BBC im November 1986 ankündigt, bis Ende 1988 1500 Stellen in der Schweiz abbauen zu müssen, und ein gutes Jahr später feststellt, dass 2500 Stellen bis Ende 1989 gestrichen werden müssen, um die Konkurrenzfähigkeit halten zu können.

Was ist denn in den letzten 14 Monaten geschehen? BBC hat mit Asea fusioniert, eine europäische Antwort auf die industrielle Herausforderung durch die USA und insbesondere Japan. Dass der ABB-Konzern als Ganzes überleben, ja sehr erfolgreich sein wird, daran bestehen kaum Zweifel.

Wie sieht es aber für die ABB Schweiz, für das ehemalige BBC-Stammhaus, aus? BBC beziehungsweise ABB Schweiz hat mit einer Reihe widriger Umstände zu kämpfen, die uns Politiker in der Sorge um Arbeitsplätze und den Werkplatz Schweiz nicht gleichgültig lassen dürfen. Es ist allzu billig, Herr Müller-Aargau, wenn behauptet wird, die Probleme seien nur hausgemacht. ABB habe halt zu wenig geforscht, haben wir vorhin von Frau Uchtenhagen gehört, habe falsch geforscht, habe allzu lange an der Atomtechnologie gehangen.

Die Fakten sind aber anders. Der alte BBC-Konzern hat jährlich rund eine Milliarde Franken oder acht bis zehn Prozent seines Umsatzes in Forschung und Entwicklung investiert. Das Stammhaus in Baden hat daran 500 Millionen Schweizerfranken bezahlt. 1987 wurden in der Schweiz ganze zwei Millionen Franken für Entwicklungsarbeiten zur Steuerung von Reaktorsystemen aufgewendet, also nicht einmal ein halbes Prozent des von der Schweiz aus finanzierten Forschungsanteils.

Tatsache ist, dass die BBC-Forschung wesentlich dazu beigetragen hat, den Konzern technisch in allen Bereichen an der Weltspitze zu halten. Diese Mitgift hat BBC ja so attraktiv für die Asea gemacht, die in den Jahren 1981 bis 1983 – das muss auch erwähnt werden – in Schweden 4000 von rund 36 000 Stellen abgebaut hat.

Wenn in den letzten 14 Monaten der Schweizerfranken gegenüber dem Dollar eine Aufwertung von 25 Prozent erfahren hat, so bleibt das eben nicht ohne Auswirkungen auf ein Unternehmen, das zu 85 Prozent vom Export abhängig ist und zu 25 Prozent in den Dollarraum exportiert. Wenn unsere Nationalbank behauptet, Herr Bundesrat, das

D-Mark/Franken-Verhältnis sei kein echtes Problem, so muss man doch wenigstens die Frage stellen: Ist tatsächlich die industrielle Wertschöpfung in der Bundesrepublik Deutschland so viel tiefer als in der Schweiz?

In dieses Kapitel gehört auch, Herr Bundesrat, die Vergabepolitik bei Submissionen. Es ist ja schon fast ein schlechter Witz, wenn nach den gängigen Submissionsreglementen Aufträge – es gibt Beispiele – an jugoslawische Firmen gehen, weil sie mit staatlich subventionierten Dumpingpreisen Angebote von Schweizer Firmen im eigenen Land unterlaufen können. Die ERG muss überdacht werden: In Bezug auf Tarifsysteem, Deckungsgrad, Einstufung der Länder oder aber auch Währungsrisiko kann die ERG z. B. mit Hermes (BRD), Kofas (Frankreich) und Sagge (Italien) einfach nicht mithalten. Das haben Sie richtig gesagt.

Asea ist nicht besser als unsere BBC. Aber sie konnte ihre Restrukturierung in einem wesentlich günstigeren Zeitpunkt durchführen: Die Schwedenkrone wurde seit Anfang der achtziger Jahre dreimal abgewertet. Die schwedische Industrie hat im Export enorm davon profitiert. Wenn eine Arbeitsstunde inklusive Sozialkosten in Schweden 100 Prozent kostet, kostet dieselbe Arbeitsstunde in der Schweiz 145 Prozent. Das lässt sich mit allen Tricks nicht wegmanagen.

Im Vergleich Asea und BBC hat sich gezeigt, dass die schwedischen Manager im Durchschnitt sechs bis zehn Jahre jünger sind als die BBC-Manager. Dies muss für unsere Wirtschaft heissen, den Führungskräften die Verantwortung früher anzuvertrauen; und hier stellt sich die Frage, ob die Ausbildungszeit im allgemeinen und die Ausbildung künftiger Manager im besonderen nicht zu lange dauert.

Die Schweiz hat sicher auch Vorteile. ABB muss die Konsequenzen nutzen, indem sie sich auf kapital- und entwicklungsintensive Produkte konzentriert. Allerdings werden die verhältnismässig günstigen Kapitalzinsen fast völlig aufgesogen, und die Belastung der Investitionen wie Fabrikumrüstungen mit der Taxe occulte muss möglichst rasch eliminiert werden.

Wir Politiker sollten erst unsere Hausaufgaben erledigen, bevor wir, wie es geschehen ist, der Industrie pauschal Managementfehler vorwerfen.

Bircher: Das Ereignis ist jetzt von verschiedenen Votanten wieder etwas relativiert, die Zahlen der Entlassungen sind heruntergespielt worden. Man darf aber doch festhalten, dass die grosse Bestürzung in der Region Baden und auf Seiten der Betroffenen vor allem wegen der ausserordentlich grossen Zahl der angekündigten Entlassungen entstand.

Herr Mauch, Sie haben diese Zahl relativiert und gesagt, sie würde über mehrere Monate erstreckt. Sie wissen aber, dass bereits früher Entlassungen bei BBC vorgekommen sind. Wir hatten auch sehr lange Zeit Kurzarbeit in grösseren Bereichen des Betriebes. Das hat ebenfalls verunsichernd gewirkt. Man weiss schliesslich auch, dass die BBC auf Zulieferbetriebe der ganzen Region bis weit nach Zürich hinein Auswirkungen hat. Man hat ein Umsatzvolumen von Zulieferanten von ungefähr einer Milliarde Franken errechnet. Wir dürfen die Auswirkungen auf diese Zulieferanten nicht vergessen, wenn wir zu relativieren versuchen.

Etwas genauer möchte ich die Informationspolitik betrachten. Die Bestürzung bei den Betroffenen war nicht zuletzt deshalb so gross, weil eine falsche Informationspolitik betrieben wurde. Das kann an Beispielen exemplarisch aufgezeigt werden: Der aargauische Regierungsrat wurde am 3. Februar eingeladen, in der BBC in Baden die Lage des Betriebes in einem Gespräch mit dem Management zu erörtern. Aber auch der regierungsrätliche Sprecher war sehr überrascht, zweieinhalb Wochen später die genaue Botschaft von BBC zu vernehmen. Zitat des regierungsrätlichen Sprechers im aargauischen Grossen Rat nach dem Gespräch mit BBC: «Das Ausmass der Entlassungen ist ganz massiv höher ausgefallen, als wir haben annehmen können.»

Aber auch die direkt Beteiligten und die Öffentlichkeit haben sich weitgehend einer eher merkwürdigen Informationspolitik ausgesetzt gesehen. Ich zitiere aus einem Papier der Bilanzpressekonferenz des vorletzten Jahres, in dem der damalige Verwaltungsratspräsident noch ausführte: «Mit Ausnahme des Grossmaschinenbaus sind die Fabrikationsstätten im Schweizer Stammhaus zurzeit gut ausgelastet. Nach dem weiteren Abbau von 650 Arbeitsplätzen im vergangenen Jahr sollen dieses Jahr wieder etwa 500 Mitarbeiter zusätzlich eingestellt werden.» Bei näherem Betrachten wird die Salamtaktik, das Verbreiten von Teilinformationen offensichtlich, welche Unruhe und Unsicherheit in der Belegschaft und in der Region geschürt haben.

Ein weiteres Beispiel ist eine BBC-Kadersitzung zu Beginn dieses Jahres, während derer die Streichung von 400 Arbeitsplätzen in Baden und Oerlikon bekanntgegeben wurde. Die Gewerkschaften wurden erst auf vehementes Drängen der Betriebskommission hin informiert.

Auch der neue Konzernchef Barnevik hat in ersten Verlautbarungen auf strukturelle Schwierigkeiten aufmerksam gemacht und Entlassungen angekündigt. BBC Baden beschwor zunächst und erklärte, in der Schweiz würden keine Sofortmassnahmen ergriffen.

Die Tatsache schliesslich, dass die neue Dividende nur 7 Tage vor der entscheidenden Pressekonferenz mit den Entlassungsankündigungen bekanntgegeben wurde, ist mehr als deplaziert und zeugt von mangelndem Fingerspitzengefühl. Der SMUV und die Angestelltenorganisationen kritisieren, dass auch im Gespräch vom 3. März – also nach der Entlassungsankündigung – jegliche Angaben über das weitere Verhalten des Konzerns fehlten; man sei nicht darüber informiert worden, welche neuen Produkte hergestellt würden und auf welche Bereiche sich die Tätigkeit in der Schweiz erstrecken würde.

Diese Kritik ist ernst zu nehmen, denn es ist für die Gewerkschaften doch ein starkes Stück, dass sie zwar eingeladen werden, die Last und die günstigen Rahmenbedingungen mitzutragen – Sie können die günstigen Rahmenbedingungen in der Schweiz nicht abstreiten, wenn Sie Vergleiche über Lohnnebenkosten, Steuersätze oder die tiefe Staatsquote anstellen –, dass sie aber dann, wenn es um entscheidende Weichenstellungen, um das Schicksal unseres Werkplatzes und mehrere tausend Arbeitnehmer geht (*Glocke des Präsidenten*), nicht beigezogen und konsultiert werden.

M. Cotti: L'annonce du licenciement de 2500 travailleurs dans les deux prochaines années par l'ASEA-ABB est certainement inquiétante. D'un côté, une région en est lourdement affectée, de l'autre, et la préoccupation est légitime, certains d'entre nous croient y voir un signe de crise dans l'industrie mécanique électrotechnique, voire dans l'industrie en général.

En outre, l'interpellateur pense que la fusion des entreprises ASEA et BBC et la restructuration qui s'ensuit sont une cause de la mesure annoncée. Il se pose donc le problème du fusionnement d'entreprises suisses avec des groupes étrangers dans la perspective du marché unique européen, problème sur lequel nous nous pencherons certainement durant les années à venir. Mais il se doit d'ores et déjà d'affirmer que ces fusions, pour autant qu'elles améliorent la productivité et l'efficacité des entreprises, ne peuvent, en général, qu'exercer des effets positifs, soit sur le plan européen, soit à l'intérieur du pays. Rien n'est pire, dans l'économie, que de produire à des taux excessifs, supérieurs à ceux des concurrents, avec davantage de main-d'œuvre qu'une rationalisation optimale l'exige. Ces situations diminuent la capacité de concurrence, demandent une politique protectionniste et créent un chômage occulte. En principe, il serait donc faux de craindre un processus de restructuration et d'organisation sur le plan international.

Cela dit, je pense que les difficultés de l'ABB ne peuvent pas être considérées comme typiques de la situation actuelle de l'industrie des machines et de la métallurgie, comme vient de le démontrer M. Delamuraz, conseiller fédéral.

L'ABB est en premier lieu fortement concentrée sur un marché mondial où l'offre excède la demande. En outre, elle est passablement orientée vers la zone du dollar et subit plus que d'autres la pression des cours. Elle est donc un cas spécial dans la branche.

En général, en revanche, l'industrie des machines et de la métallurgie, qui occupe actuellement 330 000 travailleurs, a vu une augmentation de ses postes de travail en 1986, emplois qu'elle a pu conserver en 1987, malgré des conditions difficiles. Le marché offre des places de travail à des ingénieurs, à des informaticiens, à des personnes qualifiées. La statistique de l'OFIAMT parle de 2300 postes de travail ouverts, les chômeurs étant au nombre de 2000.

La mesure de l'ABB, bien que grave en soi, n'est pas d'envergure telle qu'elle doive nous conduire à la panique. Naturellement, l'exportation devient difficile. La Suisse est un pays privilégié, elle connaît un coût du travail plus élevé qu'ailleurs, soit 26,60 francs l'heure. L'Allemagne ne paie que 26 francs, la Suède 23, le Japon 20, le Danemark 20, et la France de Mitterrand 18. Entendons-nous bien, c'est un record dont nous sommes heureux et fiers. Il ne s'agit pas d'y toucher. D'ailleurs, le facteur productivité reste déterminant, non pas le prix de l'heure de travail. Nous accordons une juste rémunération à une main-d'œuvre qualifiée, engagée, flexible, disposée à des efforts pour l'amélioration de son propre «know-how». Pour cette raison également, l'industrie mécanique ne peut être considérée comme une «low tech». Elle est à même d'intégrer sans retard le développement technique dans la production.

En conclusion, ce que nous pouvons et devons faire dans le cadre de notre économie est peu de chose, comme vient de le relever M. Reimann, mais nous pouvons certainement améliorer un instrument important de notre exportation, celui de la garantie contre les risques. Le Conseil fédéral nous soumettra un rapport sur la situation et les perspectives au cours de la législature. A mon avis, il faut rendre la GRE plus attractive et efficace, au moins autant que celle de la plupart des pays concurrents qui aident leurs entreprises par le biais d'intérêts bas et de ce que l'on connaît comme «soft loans»: des crédits dont la restitution est prévue à de très longs termes.

Il ne s'agit pas d'aller si loin mais, en général, le rapport coût/prestation, dans notre système de garantie à l'exportation, est en-dessous du niveau international. Des réformes s'imposent.

Thür: Es ist tatsächlich eine denkwürdige Koinzidenz, dass genau in jener Woche, da das Projekt Kaiseraugst von bürgerlicher Seite den Dolchstoss erhielt, die ABB Baden den Abbau von 2500 Arbeitsplätzen bekanntgeben musste. Aber nicht so, wie Sie es meinen, Herr Fischer. Ich verstehe Ihre Verärgerung. Sie sind schliesslich als Vertreter der Atomwirtschaft in diesen Rat gewählt worden. Seit Jahren hatte sich nämlich die ehemalige BBC ganz einseitig mit ihren Produktionskapazitäten auf die Herstellung schlüsselfertiger AKW konzentriert und dabei andere Sparten der technischen Entwicklung sträflich vernachlässigt. Man witterte das Geschäft des Jahrhunderts, obwohl Atomenergiegegner seit mehr als 15 Jahren nicht nur die sicherheitstechnischen Probleme thematisierten, sondern auch die Unwirtschaftlichkeit von AKW hervorhoben. Es schleckt keine Geiss weg, dass das Atomgeschäft in der westlichen Hemisphäre seit langem ins Stocken geraten ist, was natürlich der wirtschaftlichen Perspektive der BBC in Baden nicht gut bekam.

Es sind nicht nur die politischen Gegebenheiten – wie heute wiederholt vorgetragen worden ist – dafür verantwortlich, sondern nackte wirtschaftliche Realitäten. In den USA vollzog sich dieser Prozess schon vor Jahren. Dort haben wir nämlich immer noch eine Elektrizitätswirtschaft, die sich mehr oder weniger marktwirtschaftlichen Verhältnissen unterordnet, was dazu führte, dass der Atomstrom schlicht nicht konkurrenzfähig war.

In Grossbritannien erleben wir dieser Tage genau das gleiche. Unter dem Titel «Grossbritannien will seine Elektrizität

tätsindustrie privatisieren und die konkurrenzunfähigen AKW schützen» beschreibt die «Weltwoche» in ihrer letzten Nummer vom 10. März diesen Zusammenhang sehr ausführlich. Ich empfehle all jenen – insbesondere Herrn Fischer –, die immer noch lauthals verkünden, an der Option Kernenergie festhalten zu wollen, dringend die Lektüre dieses Artikels.

Ich bin überzeugt, dass Herr Blocher und seine Mitmotinäre diese Lektion schon begriffen haben und keinen Kniefall vor den politischen Realitäten begingen, sondern ganz einfach etwas spät nachvollzogen haben, was sich wirtschaftlich durchgesetzt hat.

Man müsste heute also hoffen, dass auch ABB inzwischen diese Lektion verstanden hat, sich neuen alternativen Technologien zuwendet und ihre gigantische Fehlspekulation mit den schlüsselfertigen AKW endlich begräbt, um nicht noch mehr Arbeitsplätze zu gefährden.

Doch weit gefehlt! ABB Baden hat ganz offensichtlich diese Zeichen noch nicht erkannt. Wenn man die AKW dem Westen nicht mehr «andrehen» kann, blickt man nach Osten und macht das Geschäft mit Staaten, die man sonst bei jeder sich bietenden Gelegenheit als Feinde der Freiheit und der Menschheit apostrophiert. Das ist die Moral unserer Wirtschaftskreise. Als Retter in der Not sind die Staaten im Osten recht, wenn man nur den alten «Schmarren» wegbringt.

So konnte man dieser Tage lesen, dass BBC mit der Volksrepublik China Verträge abgeschlossen hat über die Zusammenarbeit bei Planung und Bau von Hochtemperaturreaktoren, und man versteht die Welt nicht mehr, wenn gerade das forsche Kampfblatt wider alles Sozialistische aus dem Osten des Aargaus diese Zusammenarbeit in den höchsten Tönen rühmt.

Früher noch war es so, dass man Kritik in diesem Lande zuweilen mit dem Satz «Geh' doch nach Moskau» quittierte. Heute geht die BBC freiwillig nach Moskau oder Peking, um zu überleben, anstatt sich neuen Technologien zuzuwenden und damit einen wirksamen Beitrag zur Sicherung der Arbeitsplätze zu leisten.

Angesichts solcher Tatsachen stelle ich mir ernsthaft die Frage, ob unsere Gesellschaft es sich leisten kann, wirtschaftspolitische Entscheide von dieser Tragweite einer Handvoll von Managern zu überlassen – mit den bekannten Folgen –, oder ob es nicht an der Zeit wäre, in solchen Fällen eine gesellschaftliche Kontrolle – ich rede bewusst von gesellschaftlicher und nicht von staatlicher Kontrolle – zu postulieren.

Ledergerber: Erlauben Sie mir eine Vorbemerkung: Gemäss Paragraph 59 des Geschäftsreglementes sind die Redner grundsätzlich in der Reihenfolge der Anmeldungen aufzurufen. Es würde mich interessieren, Herr Präsident, nach welchen Spielregeln Sie die Karten mischen. Schliesslich sind wir ja auch beim Spiel dabei.

Zum Thema: Es ist viel von Restrukturierung und von Anpassung gesprochen worden. Mir scheint es schlicht zynisch, von Restrukturierung zu sprechen, wenn ein Betrieb von der Grösse der BBC in weniger als zehn Jahren 40 Prozent seiner Arbeitsplätze abbaut. Es handelt sich hier eindeutig um eine Notamputation, um Schlimmeres zu verhindern. Da kann man so schön reden wie man will, das wird nicht zum Anfang eines blühenden Wirtschaftszweiges, wie das Herr Burckhardt dem Rat weismachen wollte.

Man fragt sich, was denn eigentlich in der Schweiz los ist. Ich teile die Auffassung von Herrn Bundesrat Delamuraz – auch Herr Spälti hat darauf hingewiesen –, dass die Zeichen in der Schweiz generell nicht auf Sturm stehen. Obwohl wir mit dem hohen Frankenkurs zu kämpfen haben, haben wir nach wie vor die Möglichkeit, uns auf den internationalen Märkten zu behaupten. Auch wenn es der schweizerischen Exportwirtschaft so geht, wie es oft den Sozialdemokraten in der Schweiz ergeht – dass sie doppelt so gut sein müssen wie die anderen, wenn sie sich behaupten wollen –, ist das kein Zeichen, dass es nicht gehen kann.

Was ist denn passiert, dass die Flaggschiffe der schweizerischen Industrie in den letzten Jahren praktisch alle in Stru-

del geraten sind? Die Namen sind schon genannt worden, von Saurer über Sulzer, über die einst so stolze Uhrenindustrie bis jetzt zur BBC, die ganz beachtlich torkelt. Ich möchte hier den Hinweis von Herrn Frey aufnehmen, der gesagt hat: «Wir müssen uns in diesem Rate einmal selber fragen, wo wir denn Mitverantwortung tragen.»

Ich möchte Sie bitten, Ihr Augenmerk auf zwei, drei Punkte zu richten und zu überlegen, wo unsere Mitschuld liegt. Ein erster Punkt liegt z. B. darin, dass dieser Rat die Tendenz hat, die Marktwirtschaft ausser Kraft zu setzen, wo immer es ihm gerade kurzfristig gefällt. Ich erinnere Sie zum Beispiel an die Totgeburt Kartellgesetzrevision. Es hat Ihnen – der bürgerlichen Mehrheit – gefallen, dass die Schweiz nach wie vor das am meisten kartellierte Land in der Welt ist und mit diesen Kartellen der Wettbewerb ausgeschaltet wird.

Ich möchte Sie an die Revision des Aktienrechtes erinnern, wo genau die gleiche Tendenz wieder sichtbar wird. Man will keine Transparenz, man will keinen offenen Wettbewerb, man will schön im Dunkeln und unter sich bleiben. Ein dritter Punkt: Die Exportrisikogarantie, eigentlich die BBC-Exportrisikogarantie, die nicht unschuldig ist an dieser Entwicklung, indem sie nämlich ganz gezielt strukturerhaltende Effekte auf die schweizerische Wirtschaft hat. Man kann mit dieser Exportrisikogarantie noch während Jahren in Märkte exportieren, in die man eigentlich nicht mehr exportieren dürfte, wenn man eine saubere Analyse durchführt und die notwendigen Konsequenzen ziehen will. Wir müssen daraus die Lehre ziehen: Nur, wer im Wind steht, bleibt beweglich, hat das Ohr an der Entwicklung, und das ist notwendig.

Ein vierter Punkt ist das Fehlen einer eigentlichen Wirtschaftspolitik. Die bürgerliche Mehrheit verwechselt Wirtschaftspolitik mit Kleinkrämerei, Rappenspalterei und Funktionärsmoralität. Ich erinnere Sie an das Steuergesetz.

Herr Reimann hat darauf hingewiesen, dass die SP mitschuldig sei, weil sie verhindere, dass man Rückstellungen mache, und hat im nächsten Satz gesagt, dass die BBC, ein marodes Unternehmen, zum Glück sehr grosse Reserven gehabt habe. So kann man nicht argumentieren.

Oder ich erinnere Sie an die Taxe occulte, wo Sie in den nächsten Monaten in diesem Parlament wieder einen gewaltigen Kampf um eine Rappenspalterei führen werden, um etwas, das nachgewiesenermassen mit den Chancen unserer Wirtschaft im internationalen Rahmen überhaupt nichts zu tun hat.

Ich muss leider abschliessen, weil die Zeit abgelaufen ist.

Herczog: Ich möchte mich eigentlich nur zu einem Aspekt dieses Problems äussern, der bis jetzt etwas zu kurz kam, nämlich zur Rolle der Exportrisikogarantie.

Ich stelle fest, dass die Revision der Exportrisikogarantie gerade in diesem Zusammenhang dringend und je länger, je mehr notwendig wird. Wir haben das gerade vor einem Jahr im Zusammenhang mit der Motion Renschler hier debattiert. Diese Exportrisikogarantie ist sozusagen ein Struktur-Denkmalsschutz. Und dieser Denkmalschutz im Strukturbereich ist nicht angebracht. Es sind zwei klare Forderungen für die Exportrisikogarantie aufzustellen.

Sie wissen, die ERG wurde 1934 zur Krisenbekämpfung erstellt, und heute werden öffentliche Gelder für die Exportförderung bereitgestellt. Es sind zwei klare Forderungen in diesem Zusammenhang aufzustellen. Die erste Forderung ist, dass bei Grossprojekten das ganze Genehmigungsverfahren geändert werden muss. Ich denke an Grossprojekte wie AKW in Ägypten, das Marmara-Kohlekraftwerk, wo damals in der Planung zumindest die BBC beteiligt war. Sie wissen, dass die ganze Geschichte heute am Scheitern ist, aber trotzdem: es waren Erwartungen vorhanden.

Die zweite Forderung: Die Zusammensetzung der ERG-Kommission muss verbreitert und Transparenz wirklich gewährleistet werden.

Wenn die Öffentlichkeit sozusagen subventioniert, was man exportieren möchte, ist ja klar, dass man nicht gezwungen ist, im eigenen Laden etwas Neues zu machen. Weil man dann gerade in den Entwicklungsländern jene Dinge

verkaufen will, die risikobedingt sind und man seit Jahren hier nicht mehr absetzen kann, die aber vom Bund selbstverständlich weiter subventioniert werden. Das heisst, die Exportrisikogarantie hat ganz eindeutig strukturkonservierenden Charakter. Das hat mit der weit geforderten Innovation auf der einen Seite und mit den Rahmenbedingungen auf der anderen Seite eben nichts zu tun.

Ich möchte hier zu diesem Aspekt einen Ausspruch von Herrn Allenspach über eine andere «RG», nämlich über die IRG, zitieren, die Innovationsrisikogarantie, die nachher abgeschmettert wurde. Er sagte damals wörtlich: «Die Erfahrung zeigt deutlich, dass die Uebernahme von unternehmerischen Risiken durch den Staat schon von der psychologischen Seite her nicht zu einer Stärkung des Selbstbehauptungswillens führt. Die Möglichkeit, diese Risiken abzuwälzen und Subventionen zu beziehen, ist keine erfreuliche Zukunftshoffnung.» Das müssen wir uns in diesem Sinne zu Herzen nehmen. Die ERG muss wirklich ganz klar revidiert werden.

Zu den Grossprojekten habe ich schon Stellung genommen. Noch kurz zur Zusammensetzung der Kommission: Die ERG-Kommission ist aus drei Vertretern des Bundes, nämlich Bawi, Biga und Finanzverwaltung, zusammengesetzt. Dann sind noch verschiedene Zweige der Privatwirtschaft vertreten.

Wir verlangen – wir haben das damals bei der Motion Renschler ebenfalls verlangt –, dass eine stärkere Transparenz gewährleistet und diese Kommission erweitert werden muss. Dann können auch nicht – sozusagen am Kaminfeuer – diese Gelder verteilt und entsprechende strukturkonservierende Mechanismen am Leben erhalten werden.

Ich bitte Herrn Bundesrat Delamuraz, mir zwei Fragen zu beantworten. Wie weit war z. B. die ERG in der letzten Zeit für die BBC massgebend, und wie weit sehen Sie die Möglichkeit – man konnte ja verschiedene Dinge in den Zeitungen lesen –, die Revision dieser Exportrisikogarantie in die Wege zu leiten?

M. Spielmann: En introduction, je me référerai aux différents chiffres qui ont été donnés par M. Delamuraz au début de ce débat. Il nous a parlé, comme moyen de référence, de 1984 en nous citant le nombre d'emplois qui avaient été effectivement créés au cours de cette période dans notre pays, en soulignant aussi que, parmi ces 120 000 nouveaux emplois, il y en avait 35 000 dans le secteur de l'industrie, bien qu'aujourd'hui, il soit toujours plus difficile de classer les activités entre l'industrie et le tertiaire puisque nos activités se trouvent de plus en plus à la charnière de ces deux secteurs économiques.

Si l'on veut analyser d'une façon lucide l'évolution de l'économie de notre pays, il faut retourner quelques années en arrière, à l'époque d'une récession tout de même assez importante dans notre pays. Pour en rester à l'exemple de BBC (ABB aujourd'hui), entre 1979 et 1984, 3455 emplois ont été supprimés, en 1980 par exemple, BBC, deuxième groupe de notre pays, derrière Ciba-Geigy, employait dans notre pays 22 000 personnes. A la fin de la décennie, il n'en occupera plus que 15 500. Par conséquent, si l'on veut capter et saisir l'évolution de notre économie, il faut se référer à des chiffres plus sérieux. Quand on parle du chômage, par exemple, au cours de la récession des années septante – qui furent marquées par de très fortes réductions d'emploi, si nous n'avons pas connu le même taux de chômage que les autres pays de l'OCDE aujourd'hui, c'est parce qu'un très grand nombre de travailleurs étrangers sont retournés dans leur pays. On peut estimer ceux-ci à 180 000 environ, ce qui, traduit en termes économiques, correspond à peu près aux taux de chômage des pays industriels.

Mais le problème de fond qui se pose par rapport à cette évolution, par rapport à cette productivité dont on a tant parlé, c'est que lorsqu'on compare la productivité de notre pays à celle des autres pays, on fait trop référence à la quantité des produits et pas assez à leur qualité et leur nature. Je crois que là est l'atout de notre pays, car bien sûr,

si l'on compare les chiffres – M. Cotti l'a fait tout à l'heure – du coût du travail horaire dans notre pays et dans les autres, il ne peut être question que nous soyons concurrentiels; la concurrence ne peut donc s'établir que sur la base d'un produit de très haute technologie. Or, ces nouvelles technologies sont une chance extraordinaire si l'on sait en tirer parti.

Quant à l'entreprise BBC, on voit qu'elle a abandonné au fil des années plusieurs secteurs d'avenir; je pense en particulier au solaire au début des années 80 et à tout le secteur des cristaux liquides. Or, parmi les activités touchées par les réductions d'emplois on trouve de nouveau les secteurs de haute technologie, comme la haute tension, la suralimentation, pour lesquels une réduction de 500 postes est prévue. Il ne s'agit donc pas seulement de voir quels sont les emplois exportés – on sait que BBC a aujourd'hui 81 pour cent de ses emplois à l'étranger – mais de savoir la nature et la qualité des produits qui sont exportés.

Je fais ici une petite parenthèse concernant l'industrie genevoise dont l'augmentation du secteur tertiaire s'amplifie. Une de ses caractéristiques est que des groupes ont pris la maîtrise d'entreprises genevoises, non pas pour les faire prospérer, mais pour s'approprier leur technologie. Je vous cite un cas très précis: Charmilles-technologie qui avait une avance considérable dans le domaine de l'électro-érosion, a été rachetée par un groupe qui s'est empressé ensuite d'établir un certain nombre d'emplois à l'étranger – 400 emplois exactement – tout en opérant simultanément une suppression d'emplois à Charmilles-technologie. Le but de l'opération n'est pas d'avoir du travail plus qualifié mais de s'approprier une technologie. Quand M. Delamuraz, tout à l'heure, nous a dit que le Conseil fédéral était confiant dans les mesures de restructuration prises chez ABB, l'une des questions les plus importantes indépendamment du drame humain des travailleurs qui se pose est celle de la maîtrise de cette technologie future. Cette restructuration et cette prise de possession de l'industrie de pointe par des grands groupes étrangers ne risquent-elles pas de favoriser la fuite hors de notre pays de la production de produits de haute gamme? Nous devons insister sur ce problème extrêmement important.

Je précise encore qu'il faut attacher une importance primordiale aux qualifications des travailleurs et à la qualité des conditions offertes. M. Matthey en a abondamment parlé tout à l'heure, les nouvelles technologies peuvent avoir une double issue: d'une part celle que l'on vient d'évoquer, l'évolution que l'on constate aujourd'hui dans notre pays au travers des difficultés de Dubied, ABB et d'autres entreprises, et d'autre part, la nécessité pour les travailleurs et leurs organisations de prendre enfin en main les structures qui leur permettent d'intervenir dans tout le processus de fabrication. A mon avis, ce point est essentiel.

Je n'ai malheureusement pas eu assez de temps pour développer l'ensemble de mes arguments. Néanmoins, nous aurons l'occasion, et je le regrette d'ailleurs parce que les conditions nous y forceront, de revenir sur ce sujet.

Eisenring: Ich gehöre dem Verwaltungsrat der BBC an. Sie werden verstehen, dass ich unter diesen Umständen in einigen Punkten eine etwas andere Optik habe, als sie hier dargelegt worden ist. Für Ideologien habe ich in diesem Moment wirklich keine Zeit; es geht um die Lösung von Problemen.

Ich möchte der Sachlichkeit halber jenen danken, die für die Relativierung solcher wirtschaftlicher Entscheidungen gesprochen haben. Es geht tatsächlich – bitter genug! – um 2500 Arbeitsplätze, aber nicht um 2500 Arbeiter, was ein wesentlicher Unterschied ist, auch in bezug auf die zeitliche Kadenz, in der diese Umstrukturierung erfolgen muss. Auf Einzelheiten möchte ich hier nicht eintreten.

Gestatten Sie mir aber, dass ich – wenn ich schon an den Entscheidungen beteiligt bin – auf einige wenige, mir jedoch wesentlich erscheinende Entscheidungsgründe hinweise und anknüpfe an das, was Herr Zbinden unter Punkt 5

aufgeführt hat: Die Frage der internationalen Fusionen schweizerischer Firmen.

Die BBC ist einer der drei Weltkonzerne, die über eine eigene Elektrotechnik verfügen. Die BBC steht mit 100 000 Arbeitskräften im Konkurrenzkampf vor allem mit Westinghouse mit rund 300 000 Arbeitskräften und mit General Electric mit über 500 000 Arbeitskräften. Ich bitte Sie nun, im Rahmen der technischen Entwicklung diese Grössenordnungen einmal abzuschätzen und zu sehen, dass mit 100 000 Arbeitskräften im wesentlichen Geschäftsbereich praktisch der gleiche Forschungsstand erbracht werden muss wie mit über 500 000 Arbeitskräften.

Es ist bereits auf die beiden Tatsachen hingewiesen worden, dass die BBC bei 10 Milliarden Franken Umsatz jährlich rund eine Milliarde Franken für Forschung und Entwicklung ausgibt und dass sie ihrer Natur nach, von ihrer Gründungsgeschichte her, ein Unternehmen für Grossanlagen ist und nicht für handwerkliche Maschinen. Daher weist sie auch eine besondere Geschäftsstruktur auf.

Die BBC ist also kein Massenerzeugnishersteller. Was sie diesbezüglich in den letzten Jahrzehnten erzeugt hatte, wurde bereits vor rund 15 Jahren aufgegeben: das Haushaltsmaschinengeschäft von BBC Mannheim mit einem Umsatz von 860 Millionen DM. Dieses Geschäft war wirtschaftlich nicht mehr zu betreiben, sondern eine ständige Verlustquelle.

Das Problem besteht darin, wie man mit der Grosstechnologie, die diesem Unternehmen von Haus aus mitgegeben und als Auftrag übertragen ist, in Marktlücken hineinkommen und ob und wie man sich dort bewähren kann. Nun kommt aber der springende Punkt, der darin liegt, dass alle grossen «Elektriker» auf der ganzen Welt – auch die, welche mit Lizenzen arbeiten und keine eigene Technik entwickeln müssen – auf Jahresumsätze pro Kopf der Beschäftigten in der Grössenordnung von 140 000 bis 200 000 Franken gelangen. Wir, die BBC, sind in der Schweiz nicht in der Lage, diesen Betrag auf über 100 000 Franken zu steigern. Ich bitte Sie zu überlegen: Wie sollen wir dann die Forschung in alle Zukunft alleine sichern?

Dieses und viele andere Probleme beschäftigten uns seit Jahren. Wir sahen, dass wir nicht mehr allein vorankommen würden, und auch, dass uns infolge der Abklammerung von Märkten – bedingt durch die Protektionswirtschaft in vielen Ländern – Grenzen gesetzt sind. Es bot sich die Chance der Kombination Asea mit Brown Boveri an. Die Asea ist dort stärker, wo die BBC schwächer ist, und umgekehrt; wir können uns in der Technik gegenseitig ergänzen, dies unter Grundlegung der ständig neuen wissenschaftlichen Erkenntnisse.

Der BBC selbst fehlt in unserem Land der grosse Binnenmarkt. Aus diesem Tatbestand heraus erwächst eine sehr grosse Abhängigkeit vom Weltmarkt, wobei wir Imponderabilien ausgesetzt sind, die hier zur Genüge dargelegt wurden. Im Rahmen der internationalen Arbeitsteilung, die wir sonst überall begrüssen, haben wir daher diesen Weg beschreiten müssen, um der BBC in der Schweiz überhaupt noch Arbeitsplätze zu erhalten.

Ich erinnere daran, dass in den Jahren 1928/29 die General Electric die Schweizer BBC aufzukaufen versuchte; sie hätte dann wohl die Patente herausgenommen und die Werke geschlossen. Daraus ergab sich ein Kampf um die schweizerische Existenz und um den schweizerischen Arbeitsplatz. Dazu stehen wir auch heute noch, auch wenn einige Herren glauben, hier Ideologien anbringen zu müssen. Schaffen wir Arbeit! Das ist viel gescheiter, als hier Zeit zu verlieren!

Rüttimann: Viel Neues ist hier nicht mehr einzubringen. Ich beschränke mich auf zwei Problemkreise: Aufgeschreckt hat uns alle das Ausmass des Arbeitskräfteabbaus von ABB Baden, zusammen mit jenem der Firma Kern Aarau. Wenn zehn kleinere Betriebe, verteilt auf das ganze Land, die gleiche Menge Arbeitsstellen abgebaut hätten, erschiene dies noch lange nicht so dramatisch. Es ist aber klar, jeder

Arbeitsplatzverlust und vor allem jeder Arbeitslose ist einer zuviel.

Positiv in dieser düsteren Lage muss daher gewertet werden, dass in anderen Bereichen – insbesondere im Dienstleistungssektor, im tertiären Bereich – zahlreiche offene Stellen vorhanden sind und Hunderte, wenn nicht Tausende davon ohne weiteres umbesetzt werden könnten. In anderen Fällen müssen Umschulungen stattfinden, vor allem bei Leuten jüngerer Jahrgänge. Für die älteren Menschen – insbesondere für solche, die schon 20 oder 30 Jahre am gleichen Arbeitsplatz sind und sich nur schmerzlich davon trennen können – müssen Behörden und Gewerkschaften alles Erdenkliche tun, um die Härten zu lindern.

Es darf auch eine gewisse Flexibilität der Arbeitnehmer erwartet werden, sowohl in bezug auf den Wechsel des Berufes wie auf die regionale Verschiebung des Arbeitsplatzes. Es ist meines Erachtens eine erste Pflicht der Behörden, der Gewerkschaften und unserer gesamten Gesellschaft, hier wirksame Hilfestellungen zu bieten. Es bringt nichts, wenn wir nun nach Sündenböcken suchen und ihnen Steine nachwerfen.

Das zweite Problem, das mich beschäftigt, ist die Verschiebung der Arbeitsplätze aus der Produktion in den Dienstleistungssektor ganz allgemein. Es gibt zwar zahlreiche Mitbürger, die das begrüssen und mittelfristig die Schweiz als reinen Dienstleistungsstaat sehen. Dies würde bedeuten, dass gleichzeitig die produktiven Arbeitsplätze in der Schweiz eliminiert würden. Diese Entwicklung macht mich sehr skeptisch, und ich frage den Bundesrat, wie er sie beurteilt.

Meiner Meinung nach sollte ein harmonisches Verhältnis zwischen produktiven und Dienstleistungsarbeitsplätzen erhalten bleiben. Der Dienstleistungssektor kann langfristig nicht überleben, wenn der produktive nicht eine dauernde Wertschöpfung sicherstellt. Ein Sektor ist für den anderen da und kann ohne den anderen nicht existieren. Bei den Fusionen schweizerischer Firmen mit ausländischen Konzernen besteht die akute Gefahr, dass die produktiven Arbeitsplätze abwandern und damit auch wertvolles Know-how unwiederbringlich verloren geht.

Könnten wir überhaupt in absehbarer Zeit als reiner Dienstleistungsstaat bestehen? Ich glaube, dass die Abhängigkeit unsererseits zu gross würde. Das Ausland, insbesondere das im Visier stehende Freihandels Europa, würde uns den Tarif in jeder Beziehung vorschreiben. Ich glaube daher, dass wir alle Kraft darauf verwenden sollten, den produktiven Sektor unserer Volkswirtschaft nicht verkümmern zu lassen. Das heisst konkret für den Fall ABB Baden, aber auch für andere Regionen unseres Landes, dass wir im gegenwärtigen Strukturbereinigungsprozess darauf ausgehen müssen, auch neue produktive Arbeitsplätze zu schaffen.

Leuenberger Moritz: Wir haben heute abend sehr viele versöhnliche Töne und Aufrufe zur Selbstbesinnung gehört; des weiteren hiess es, man solle doch nicht nach Sündenböcken suchen. Das tut einem im ersten Moment zwar wohl, aber es vermag bei mir doch nicht die Erinnerung an unsere Debatten anlässlich der Revision des Aktienrechtes und der Diskussion um die Mitbestimmung der Arbeitnehmer in den Betrieben zu vertuschen. Wie hat es doch seinerzeit bei diesem Trauerspiel Aktienrechtsrevision getönt, als auf der einen Seite der Bundesrat und die Sozialdemokraten und auf der anderen Seite die geschlossenen bürgerlichen Parteien standen? «Der Verwaltungsrat weiss alles», hiess es, «er ist allein fähig, die Interessen der Aktiengesellschaft wahrzunehmen; die Aktionäre muss man ohnehin nicht schützen, das sind alles Parasiten, die wollen nur ihre eigenen Dividenden und sonst nichts; die Arbeitnehmer sind sowieso dumm, sie verstehen nichts von Managen, sie wollen nur den Lohn und sonst überhaupt nichts; die Region hat bei einer Aktiengesellschaft schon gar nicht mitzureden, das geht sie nichts an.» Sie ist allenfalls gerade noch gut genug für die Infrastruktur, um Kindergärten und Strassen zu bauen.

Wie hat das nun hier im Falle BBC funktioniert? Mitwirkung der Arbeitnehmer: Der Schweizerische Gewerkschaftsbund hat nach dem Garantiefall Atatürk-Staudamm detailliert und ausführlich bei der BBC Stellung genommen. Man hörte nicht darauf. Man wollte sich viel lieber auf die Exportrisikogarantie verlassen. Wie war das mit den stillen Reserven? Der Verwaltungsrat verliess sich lethargisch auf seine Polster, die er ja noch auflösen könnte.

In der Diskussion ums Aktienrecht, da tönte es anders. Wir Sozialdemokraten – ich will das noch einmal betonen, Herr Maximilian Reimann – waren nicht gegen Reserven, überhaupt nicht; da hat Sie Herr Blocher falsch orientiert. Wir waren nicht einmal gegen stille Reserven. Hingegen waren wir für die Offenlegung der Auflösung von stillen Reserven. Das sollte gezeigt werden.

Wären bei der BBC die Reserven offen verzehrt worden und hätte man gesehen, dass sie aufgebraucht werden, dann hätten die Aktionäre und die Arbeitnehmer – allenfalls auch die Öffentlichkeit – darauf reagieren können, zum Beispiel, indem man eine Sonderprüfung verlangt hätte. Dafür waren wir, aber Sie waren auch dagegen. Oder die Einberufung einer Generalversammlung. Dafür waren wir, aber Sie waren auch dagegen.

Wie ist es mit den Bilanzierungsvorschriften? In den Bilanzen waren die Rechnungen des Stammhauses einerseits und der Holding des Weltkonzerns andererseits nicht sauber auseinandergeschieden. Das Aktienrecht hätte nach Bundesrat eine saubere Ausscheidung vorgesehen; nach Ihrem Mehrheitsbeschluss soll das aber weiterhin nicht möglich sein.

Jetzt, nachdem die Manager der BBC selber zu einer Sanierung unfähig gewesen sind, jetzt, nachdem sich das Wort Fusion als Schönfärberei erwiesen hat und jedermann gemerkt hat, dass es eine Kapitulation und eine Übernahme war, jetzt, nachdem die erhoffte Mitgift der «schweizerischen Braut» beim Börsencrash zusammengeschmolzen ist – jetzt ist es wieder Zeit für fraktionsübergreifende, liebe Aufrufe für besinnliche Gemeinsamkeiten; jetzt sitzen wir plötzlich wieder alle im selben Boot!

Aber wer wird denn nun entlassen? Es hilft gar nichts, wenn man jetzt von Mannjahren spricht, wenn man plötzlich einen sophistischen Unterschied zwischen Arbeitsplätzen einerseits und Arbeitern andererseits macht. Betroffen sind in Wirklichkeit Frauen und Männer, ganz einfache Menschen. Und wer trägt die Fürsorgefälle, die Arbeitslosigkeit? Es ist die Öffentlichkeit, die Region, von deren Mitbestimmungsrecht Sie anlässlich der Revision des Aktienrechtes gar nichts wissen wollten! Das Aktienrecht kommt in diesem Saal wieder: Bilanzierungsvorschriften, stille Reserven, Vertreter der Arbeitnehmer in den Verwaltungsräten, das alles werden wir hier noch einmal diskutieren. Es wäre übertrieben, wenn ich behaupten würde, ich sei gespannt, wie Sie dann reagieren – ich weiss nämlich: Ihr Gedächtnis reicht nicht bis dahin!

Hafner Rudolf: Ich halte nicht eine lange, vorbereitete Rede, sondern ich will auf einzelne Voten eingehen, die nicht unwidersprochen bleiben können, und dann auch noch ein paar grundsätzliche Erwägungen mitteilen.

Wir haben gehört, wie uns der Sprecher der Liberalen vorge malt hat, es sei für die Schweiz gut, weitere Atomkraftwerke zu bauen; so würde man neue Arbeitsplätze schaffen. Es scheint allerdings, dass dieser Sprecher der Liberalen nicht sehr gut informiert ist, weil alle, die dies gelesen und sich dafür interessiert haben, gesehen haben, dass in Amerika aus ökonomischen Gründen bereits auf AKW verzichtet wird. Also nicht nur aus Umweltgründen, sondern ausdrücklich aus ökonomischen. Es gibt genügend Studien, die aufzeigen, dass man mit Kleintechnologie – Stichwort bessere Isolation der Häuser und damit Energiesparen – bedeutend mehr Arbeitsplätze gewinnen würde als mit weiteren AKW. Wir hoffen, dass diese Haltung sich bald überlebt hat.

Es wurde von Herrn Spälti, Freisinn, betont, dass die Maschinenindustrie eine starke Stellung habe. Bei der BBC hat man sich – wie betont wurde, auch von Herrn Eisenring –

vor allem auf Grossanlagen spezialisiert. Das ist einer der Gründe, warum es jetzt nicht mehr so gut geht. Das ist ja etwas Offensichtliches: je grösser die Anlagen, die man produziert, desto weniger flexibel ist man. Kleintechnologie hingegen kann sich sehr rasch den veränderten Wünschen, der veränderten Wirtschaftslage anpassen.

Ich hoffe sehr, dass Herr Eisenring und die anderen Wirtschaftsvertreter sich das zu Herzen nehmen und dass vermehrt auf diese Umwelttechnologie, die mehr Arbeitsplätze bringt, umgestiegen wird.

Herr Frey hat sehr viel von ganzheitlicher Politik gesprochen. Das ist für mich natürlich eine besondere Freude, wie hier der Begriff «ganzheitlich» übernommen wird. Allerdings hätte es mich noch mehr gefreut, wenn nebst diesem Begriff – der ja von den Grünen geprägt wurde – von den Grünen auch die inhaltlichen Fragen übernommen worden wären und wirklich konkret eine grüne Politik betrieben würde. Jedermann in diesem Saal weiss, dass Herr Frey massenweise Automobile importiert. Wenn man das an einer ganzheitlichen Wirtschaftspolitik misst, müsste sich Herr Frey sagen, dass der Tourismus auch ein Teil der Wirtschaft ist, dass die Schweiz noch viele unberührte Landschaften hat. Wenn man sehr stark nur gerade die Autowirtschaft fördert, ist das sicher keine ganzheitliche Politik.

Wenn wir grundsätzlich schauen, wie die Politik gelaufen ist, sieht man im wesentlichen: Man hat auf der einen Seite die Bürgerlichen, auf der anderen Seite den SP-Standpunkt. Es ist ja kennzeichnend, dass die bürgerliche Seite die totale Freiheit will, auf der anderen Seite steuert die SP Richtung totale Kontrolle. Aus meiner Sicht kann keines von beidem ideal sein. Man sollte schauen, dass die Rahmenbedingungen so beschaffen sind, dass im Bereich Umwelt eine sehr strikte Kontrolle stattfindet, dass aber die Unternehmenspolitik im engeren Sinn Sache der Wirtschaftsfachleute ist. Es wäre eine Illusion zu glauben, dass die Wirtschaft ohne Rahmenbedingungen produzieren könnte.

Zum Schluss: Es wurde verschiedentlich der EG-Beitritt propagiert. Man hat das Desaster in der Landwirtschaftspolitik der EG gesehen. Man sieht auch, dass die EG sehr viel mehr Arbeitslose hat als wir. Wir müssen uns also zu diesen Aspekten sicher noch kritische Gedanken machen.

Ich hoffe nur, dass mein Nachredner, Herr Blocher, sich kritische Gedanken darüber gemacht hat, wie man das Problem der Arbeitslosigkeit lösen kann.

Blocher: Ich bin froh, dass Herr Bundesrat Delamuraz davor warnt, die jetzige Situation ABB zu generalisieren. Herr Zbinden, was Sie hier über den Patienten ABB gesagt haben, entspricht in etwa dem Fall, dass man mir einen schwerkranken Patienten zuweisen würde, um ein psychiatrisches Gutachten zu erstellen. Das käme etwa gleich heraus. Aber ich würde mich hüten, das zu tun! Sie hüten sich jedoch nicht, eine Analyse der ABB durchzuführen.

Ich will versuchen, darzustellen – obwohl ich BBC nicht führe, nicht dabei bin und das Ganze daher zu wenig kenne –, wie man meines Erachtens die Sache sehen muss. Diese Firma steckt doch zweifellos in einer Krise – geben wir ruhig zu: auch in einer Führungskrise. Wenn die Führung für alles verantwortlich ist, ist sie auch verantwortlich, wenn es schlecht geht. Eine Krise kommt doch vom griechischen *crisis*, Herr Zbinden, das wissen Sie als Doktor der Philosophie besser als ich. Sofern ich richtig orientiert bin, heisst das Umbruch – und ein solcher ist heilsam.

Das ist wie bei einer Person, die immer wieder Krisen hat. Wenn sie sie durchsteht und richtig meistert, wird ihre Persönlichkeit gestärkt. Auch diese Person gibt anfänglich allem ringsherum die Schuld an ihrem Elend: der Erziehung und der Gesellschaft, dem eigenen Geschlecht und ich weiss nicht, wem und was allem noch. Das macht sie so lange, bis sie endlich auch sich selbst anschaut und sagt: Vielleicht liegt es bei mir, und jetzt gehe ich aus diesem Zustand heraus; dann ist diese Person gestärkt. Wehe, wenn diese Person das nicht tut. Dann kommt es nicht gut heraus; dann bleibt sie bis 60 in der Pubertät. Das gibt es ja auch. So ist das auch bei Firmen.

Aber ABB steckt in der Krise. Darum bin ich sehr, sehr zuversichtlich in bezug auf diese Firma. Von aussen her betrachtet sieht es gut aus. Was hat die Leitung denn getan? Sie hat in den letzten Jahren zuerst die Führung ausgewechselt, das war das erste – sie hat also oben begonnen, das ist immer gut! Dann hat sie zugegeben, dass es ihr schlecht geht. Das ist schon ganz gut. Sie hat auch noch gesagt, dass es ihr so schlecht geht, dass sie keine Dividende ausbezahlen kann; sie hat auch keine ausbezahlt. Nun geht sie ans Schmerzvollste, an den Abbau von Stellen. Dass sie das auf sich nimmt und nach aussen ganz klar sagt – Herr Müller, wahrscheinlich haben Sie das nicht gehört –, dass auch eigene Schwächen verantwortlich sind, ist das Heilsame. Sie hat gesagt: Wir haben nicht nur höhere Kosten als das Ausland, wir haben auch zu viele, zu grosse Wasserköpfe in dieser Firma. Den Mut zu haben, das zu sagen, ist das Heilsame. Das müssen Sie im Kanton Aargau auch vertreten. Diese Firma hat Chancen, weil sie die Karten offen auf den Tisch legt, saniert und jetzt schmerzvolle Eingriffe vornimmt, die bis zur parlamentarischen Debatte führen, vor der sich ja die Manager furchtbar scheuen, weil sie das Parlament nämlich etwas überbewerten.

Betroffenheit in einer solchen Situation genügt nicht. Dieser Fall ist an sich auch kein sehr schlimmer Fall. Sehen Sie, wenn 2500 Firmen je eine Stelle abbauen, hat man nämlich auch 2500 Arbeitslose. Von dem sagen Sie gar nichts. Das sind 2500 Einzelne, davon muss man aber nicht reden, weil es nicht sehr spektakulär ist.

Aber es gibt in unserem Land gewisse irreversible Prozesse, die viel gefährlicher sind. Was sich heute in der Textilindustrie unseres Landes abspielt, das sind irreversible Prozesse. Wir sind kostenmässig gegenüber dem Fernen Osten nicht mehr konkurrenzfähig. Die Lage in der Textilindustrie ist also gefährlicher als der Fall ABB. Das sind kostenmässige Gründe, dagegen können wir machen, was wir wollen, nichts bringt Erfolg.

Es sind hier eine Menge von Wörtern gefallen, bei denen ich – als Industrieller – die Ohren zuhalten muss: Solche Platitüden – hören Sie doch auf mit diesem Geschwätz von Innovationen! Wir brauchen einen Werkplatz und nicht nur einen Denkplatz. Wie wenn das eine das andere ausschliessen würde! Meinen Sie, am Werkplatz Schweiz würde man nicht denken? Wir haben viel zu viele, die nur denken und Resultate produzieren, die wir gar nicht anwenden können. Mit einem solchen Denkplatz können Sie nichts machen, als Geld für Forschung und Entwicklung ausgeben, und es kommt nichts raus.

Ich bin der Meinung, das Ganze kommt gut – ich sage es nochmals –, weil bei ABB die Massnahmen getroffen werden, die getroffen werden müssen. Ich gebe gerne zu: ich habe von aussen auch das Gefühl, man hätte das früher tun sollen. Aber es wäre dann nicht weniger schmerzlich gewesen.

Hier nun das Kernkraftwerk Kaiseraugst hereinzubringen, das geht einfach nicht. Wenn bei der ABB das Kernkraftwerk Kaiseraugst für die nächsten Jahre noch in den Büchern gestanden haben sollte, war das eben eine unrealistische Beurteilung der Situation.

Zur Mitbestimmung: Wie sieht es denn mit diesen Genossenschaftsdruckereien aus, Herr Leuenberger? Haben sie nicht auch – trotz aller Mitbestimmung – die technologische Entwicklung verpasst? Die Druckereien sind zugrunde gegangen!

Zur Uhrenindustrie: Hier waren alle miteinander dabei, inklusive der Staat. (*Glocke des Präsidenten*) Das alles bringt nichts. Sie müssen dafür sorgen – das können einzig wir –, dass wir die Rahmenbedingungen in Ordnung halten, und wir müssen dafür sorgen, dass gehandelt wird. Mit Aktienrecht und Ähnlichem können Sie da nicht helfen, wohl aber mit rechten Leuten an der Spitze.

Es wird immer wieder Fälle geben, wo einzelne Betriebe in eine Krise geraten. Die schweizerische Wirtschaftsgeschichte ist eine Geschichte der Unternehmenskrisen und der Zusammenbrüche! (*Glocke des Präsidenten*) Ich bin fertig.

Frau Mauch Ursula: Zu den Rahmenbedingungen, Herr Blocher, zählen Sie bestimmt auch die staatliche Forschung. Es ist hier schon das Paul-Scherrer-Institut angesprochen worden. Das sind auch Arbeitsplätze im Kanton Aargau. Von der Zusammenlegung der beiden Institute haben wir uns einen innovativen forschungspolitischen Aufbruch erhofft. Passt ist nichts als eine Namensänderung. Im Umdenken ist nichts passiert. In der Energieforschung weit und breit nichts Neues! Dieses Thema hat mit dem heute diskutierten etwas zu tun: wir bedauern dies.

Herr Loretan hat gesagt, die Aargauer Presse sei mit der betroffenen Bevölkerung sehr solidarisch. Das ist nett von dieser Presse. Wenn sie aber bereits vor Jahren etwas konstruktive Kritik am Gang der Dinge geübt hätte, anstatt immer nur das Sprachrohr der entsprechenden Industrie zu sein, hätte das vielleicht auch zu einem Denkprozess in der Region geführt.

Herr Burckhardt hat Umweltschutzanforderungen als Bedrohung für schweizerische Arbeitsplätze aufgeführt. Wir können Ihnen vorrechnen, Herr Burckhardt, dass Umweltschutz nachhaltig Arbeitsplätze schafft. Umweltbelastung ist ein Kostenfaktor. Umweltbelastung abbauen heisst ökonomisch denken. Verluste an Energie und Material bedingen immer Kosten. Ökologisch sanierte Betriebe sparen diese Kosten und stehen wirtschaftlich entsprechend besser da. Eine Frage an meine aargauischen Kollegen Keller, Humbel und Fischer: Wie wäre es mit einer vorwärts orientierten Energieversorgungsstrategie durch ABB gewesen? Siemens ist auch ein Elektrokonzern, Herr Fischer, hat aber schon seit langem die Zeichen der Zeit erkannt und blieb nicht an veralteter Grosstechnologie kleben! Innovation im Energieversorgungsbereich wäre schon lange gefragt. Statt dessen wird in der Motion Blocher das Luftschloss der Option Kernkraft aufrechterhalten.

Den BBC-Mitarbeiterinnen und -Mitarbeitern ist jahrelang eingehämmert worden, Atomkraftwerke garantierten ihnen eine strahlende Zukunft. Das war auch Ideologie, Herr Eisenring. Das Ende dieser Zukunft – bitter genug für die Betroffenen – ist mit der Hiobsbotschaft aus der ABB zusammengefallen. Sie mussten zur Kenntnis nehmen, dass das Festhalten an überkommener Technik zu diesem Debakel geführt hat. Daran sind auch alle diejenigen schuld, die im Aargau seit Jahr und Tag diese Nuklearstrategie predigen.

Zu verschiedenen optimistischen Aussagen bezüglich der Stellen möchte ich nur bemerken, dass es wohl die grösste Illusion ist, anzunehmen, die ABB würde ausgerechnet Informatiker und Elektroniker auf die Strasse stellen. Dort liegt das Problem ganz gewiss nicht, das wissen Sie genau. Es liegt bei den älteren Arbeitnehmern, die jahrzehntelang für BBC gearbeitet und sich eingesetzt haben und die nun gegen Ende ihrer Lebensarbeitszeit vielleicht auf der Strasse stehen. Für diese Arbeitnehmer ist die Situation schlimm; wir können den Optimismus, der vor allem auch von Herrn Blocher ausgesprochen wurde, nicht teilen.

Hubacher: Der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins hat dieser Tage einmal mehr die Drohung ausgesprochen, die schweizerischen Unternehmungen müssten sich angesichts der schwierigen Lage eine Verlagerung ihrer Produktionsstätten ins Ausland überlegen. Das hängt mit den angeblich ungünstigen Rahmenbedingungen zusammen.

Ich glaube nicht, dass die ständigen Hinweise, wonach unsere Rahmenbedingungen derart ungünstig seien, dass man im eigenen Lande nicht mehr produzieren könne, hilfreich sind. Die Schweiz liegt nun einmal nicht in Asien, sie liegt in Europa! Wir sind in unserem Land mit unseren Fähigkeiten dazu aufgerufen, bestmögliche Leistungen zu erbringen.

Herr Blocher, es ist vielleicht doch nicht ganz so einfach. Ich verstehe, dass Sie als Unternehmer eine gewisse Zurückhaltung gegenüber Führungsschwächen annehmen müssen. Es ist aber wahrscheinlich doch kein Zufall, wenn man die Namen Saurer, Uhrenindustrie, BBC – um nur diese drei aufzuzählen – etwas näher untersucht. Die Saurer AG hat

offensichtlich zu lange, zu bequem ihre Autos weitgehend an Bund, PTT usw. verkaufen können und war nicht mehr genügend im Wettbewerb.

Die Uhrenindustrie hat seinerzeit eindeutig den Anschluss an die elektronische Uhr verpasst. Die BBC – es ist nicht arrogant, wenn man das festzustellen versucht, sondern das ist die Erkenntnis aus vielen Berichten und Artikeln – hat offenbar zu lange die Politik verfolgt, die hier mehrheitlich praktiziert worden ist: nämlich Richtung Technik der Grosskraft- und Atomkraftwerke. Sie hat auf einen Markt hingearbeitet, den es nicht mehr gibt.

Der Vorsitzende der Geschäftsleitung des schweizerischen BBC-Konzerns, Herr Somm, hat kürzlich in einem Interview selber zugegeben: «In meinem Verantwortungsbereich, dem Kraftwerksbereich, sind wir dem Marktzerrfall nachgefahren.» Er hat festgestellt, dass seit 1980 dieser Markt nur noch 30 Prozent der ursprünglichen Kapazität ausgemacht hat. Nun gibt es in diesem Land vielfältige Möglichkeiten – beispielsweise Innovationschancen –, statt über Kaiseraugst zu weinen und über Blocher zu schimpfen, vielleicht die bestehenden Wasserkraftwerke zu modernisieren. Das gäbe wahrscheinlich mehr Arbeit als das Warten auf das nächste Atomkraftwerk, das nicht mehr kommen wird.

Zu den Rahmenbedingungen: Die BBC selber hat im letzten Herbst durch Professor Klaus Ragaller abklären lassen: Wie ist unsere Konkurrenzfähigkeit im Lohn- und Unkostensektor?

Erste Feststellung: Keine Ueberraschung. Die Löhne der schweizerischen Arbeitnehmer sind im internationalen Vergleich relativ hoch. Das ist ja nicht so erstaunlich in einem Land, das seit 170 Jahren keinen Krieg mehr erdulden musste.

Zweite Feststellung: Die Verwaltungskosten – vor allem bei BBC Baden – sind überdurchschnittlich hoch, viel höher als beispielsweise in Mannheim. Sogar die Zinskosten – obschon wir günstige Zinse haben – sind ungünstig.

Zusammenfassung: «Mit diesen Zahlen hat die BBC-Spitze ihr eigenes Argument entkräftet», schreibt die «Sonntags-Zeitung»: «Nicht die hohen Lohnkosten schwächen in erster Linie die Wettbewerbsfähigkeit, sondern eine teure Verwaltung und schlechtes Produktionsmanagement mit langen Durchlaufzeiten und entsprechend hohen Zinskosten.»

Ich meine, als schweizerisches Parlament sollten wir doch endlich positiver werden. Die Rahmenbedingungen, politische Stabilität, soziale Solidität, Arbeitsfriede, gute Arbeitnehmerschaft, hohe Qualifikation, niedrige Staatsquote, günstige Steuern – hören wir doch auf zu jammern! Es gibt Fehler, die begangen worden sind, und die müssen nun andere ausbaden, weil in solchen Fällen das Unternehmerisiko – wie immer – auf die Arbeitnehmer abgeschoben wird.

Dreher: Es ist schon vieles gesagt worden. Ich kann mich darum auf einige Tatsachen beschränken, die meines Wissens in der heutigen Debatte noch nicht zur Sprache gekommen sind:

Wenn man darauf achtet, aus welchem Umfeld diese dringliche Interpellation stammt, muss man sich die Frage stellen, wie es dann eigentlich mit der schweizerischen Beschäftigungslage aussehen würde, wenn die Volksinitiative zur Abschaffung der Armee durchkäme. 50 000 Arbeitsplätze stehen zur Debatte. Ein Exponent der Gruppe «Schweiz ohne Armee» hat am 10. März 1988 in der Sendung «Wirtschaftswoche» des Senders DRS 1 erklärt, man könne dann diese 50 000 Arbeitsplätze im Umwelt- oder Bildungsbereich schaffen, also einen Zeughausarbeiter an die Phil.-III-Fakultät schicken oder ähnliches. Ich weiss nicht, wie das in der Praxis funktionieren soll. Weiter sagte er, man könne aus den eingesparten Milliarden diesen 50 000 Arbeitnehmern eine Rente von 100 000 Franken im Jahr zahlen. Auch das wäre möglich.

Sicher ist aber nur eines: Wenn die Armee abgeschafft wird – ich unterstelle das jetzt einmal –, werden die Rüstungsbetriebe gezwungen sein, ihre Produktion der veränderten Nachfrage anzupassen, also Arbeitsplätze im Produktionsbereich aufzugeben. Natürlich wird man da den Vorwurf

erheben, die Rüstungsbetriebe hätten die Entwicklung voraussehen sollen, nämlich, dass das Volk eines Tages die Armee abschaffen würde, und rechtzeitig auf Zivilprodukte umstellen.

Welche Zivilprodukte? Es ist doch heute ausgesprochen schwierig, ertragsstarke Zivilprodukte zu finden. Man wäre da für Tips wirklich dankbar, auch wenn in diesem Saal dauernd von Hochtechnologie gesprochen wird, aber eigentlich keiner jener Votanten einen Konzern aus dem Boden stampft und diese offenbar höchst einfach zu entwickelnde und zu vermarktende Hochtechnologie verkauft. Es gäbe ja kein besseres Geschäft!

Anzumerken ist in diesem Zusammenhang noch folgendes: Es ist doch gerade das Umfeld dieser Interpellation, das mit seinen ständigen Forderungen nach Verschärfung des Gesetzes über die Kriegsmaterialausfuhr und einer ständig schärferen Bewilligungspraxis in der Schweiz bis heute etwa 3000 Arbeitsplätze vernichtet hat.

Ebenfalls im politischen Umfeld der Interpellanten wird auch indirekt Arbeitsplatzverhinderung im grossen Stil betrieben, wenn man zum Beispiel sieht, mit welchem Engagement die sozialdemokratische Zürcher Stadträtin, Frau Dr. Ursula Koch-Pomerez, zu verhindern sucht, dass Industriezonen in Dienstleistungszonen umgewandelt werden. Also lieber Industriezonen, in denen keine Fertigung mehr stattfindet, also keine Arbeitsplätze mehr da sind, statt sie rechtzeitig zu Dienstleistungszonen umzufunktionieren.

Schliesslich findet unter weitgehender argumentativer Führung der Interpellanten seit einigen Jahren in der Schweiz mit der Begründung «Umweltschutz im weitesten Sinne» eine Dauerkampagne gegen den freien Privatverkehr und gegen das freie Transportgewerbe statt. Die Verwirklichung dieser verkehrspolitischen Vorstellungen – wie sie zum Beispiel auch von den beiden gerade hinausgehenden Kollegen vertreten werden – würde in der Automobilwirtschaft den Abbau von weit mehr als 2500 Arbeitsplätzen mit sich bringen. Im Transportgewerbe ist die Arbeitsplatzvernichtung als Folge der gegenwärtigen Politik in vollem Gange.

Aus allen diesen Gründen zielt diese dringliche Interpellation völlig daneben. Es wäre wünschenswert, wenn die Interpellanten einmal in den eigenen beschäftigungspolitischen Spiegel schauen würden.

Allenspach: Ich erinnere einmal mehr an die volkswirtschaftlichen Zielsetzungen Vollbeschäftigung, Preisstabilität und Wirtschaftswachstum. Diese Zielsetzungen haben wir in der Schweiz in beinahe optimaler Kombination verwirklicht, im Gegensatz zu vielen anderen europäischen Staaten, bei denen Arbeitslosenraten von 10 bis 14 Prozent bestehen. Es ist also nicht alles so schlecht, wie Herr Ledergerber und andere Votanten uns das hier weiszumachen versuchten.

Wir müssen sehen, dass wir nicht selbst die Grundlagen dieser guten Ausgangslage zerstören. In vielen Bereichen sind wir mitten in diesem unseligen und zerstörerischen Tun. Ich habe schon oft auf solche Beispiele hingewiesen. Ich habe Verständnis für die betroffenen Arbeitnehmer. Ich habe Verständnis für die betroffenen Regionen. Ich habe aber kein Verständnis, wenn man so tut, als steckten wir mitten in einer grossen und schweren Krise, wenn man so tut, als ob unsere Wirtschaftspolitik völlig versagt hätte. Ich habe kein Verständnis dafür, dass man meint, wir sollten wegen der Restrukturierung der BBC nun unser ganzes Aktienrecht umkrempeln, oder die Mitbestimmung der Arbeitnehmer und der Gewerkschaften beschliessen.

Die Wirtschaft steht in einem ständigen Anpassungsprozess; ständige Anpassung an die veränderten Technologien, an die veränderten Konsumgewohnheiten, an die veränderten Absatzmärkte, an die veränderten Welthandelströme. BBC ist in dieser Beziehung kein Einzelfall. Auch BBC steht in diesem Anpassungsprozess, wie jedes andere Unternehmen, das die Arbeitsplätze anpassen muss, das die Produktpalette straffen muss, das neue Technologien einzuführen hat.

Frau Uchtenhagen hat gesagt, BBC hätte schon vor Jahren umstrukturieren sollen. Frau Uchtenhagen hat unterstrichen, Strukturhaltung habe noch nie Probleme gelöst. Ich stimme mit Frau Uchtenhagen auch darin überein: Wir sollten aus dem Geschehenen lernen.

Wenn wir aus dem Geschehenen lernen wollen, müssen wir als Grundregel festhalten, dass wir Strukturänderungen nicht behindern dürfen. Aber tun wir das, wenn wir jedes Unternehmen, das Strukturänderungen durchführt, oder jede Branche, die mit Strukturproblemen zu kämpfen hat, hier vor dieses Tribunal des Parlamentes zerren und ihm mit mehr oder weniger gutgemeinten oder ideologischen Ratschlägen «unter die Arme greifen» wollen?

Auf diese Weise behindert man den Willen zur Strukturanpassung. Strukturanpassung bedeutet in vielen Fällen Entlassungen. Wir dürfen also, wenn wir Strukturanpassungen nicht behindern wollen, auch Entlassungen nicht behindern. Wenn die BBC vor fünf oder auch vor acht Jahren umstrukturiert hätte, wären auch damals Entlassungen notwendig gewesen. Entscheidend sind im Grunde genommen nicht die Entlassungen, sondern die Möglichkeit, dass die Entlassenen wieder Arbeitsplätze finden. Das bedeutet, dass wir Arbeitsplätze schaffen müssen. Arbeitsplätze schafft aber nicht der Staat, Arbeitsplätze können nur durch konkurrenzfähige Betriebe geschaffen werden.

Herr Herzog hat auf die ERG hingewiesen. Ich möchte nur daran erinnern, dass die ERG geschaffen worden ist, um der Schweiz Arbeit und Verdienst zu sichern. Die ERG übernimmt nicht unternehmerische Risiken. Ich bin mit dem Votum, das ich damals gehalten habe, auch heute noch voll im Einklang; unternehmerische Risiken sollen nicht dem Staate und dem Steuerzahler überbunden werden. Die ERG übernimmt die politischen Risiken, auf die die Unternehmen keinen Einfluss haben. Gerade deswegen brauchen wir sie. Wenn wir die Vorschläge von Herrn Herzog bezüglich der ERG verwirklichen würden, dann würden wir der Schweiz nicht Arbeit und Verdienst sichern; auch hochtechnologische Arbeitsplätze stünden in Gefahr.

Ich fasse zusammen: Der Werkplatz Schweiz ist in vielen Bereichen gefährdet. Wir dürfen auf den Werkplatz Schweiz nicht verzichten, wir brauchen ihn. Infolgedessen müssen wir alles tun, um den Werkplatz Schweiz zu erhalten.

Was hat das Parlament zugunsten und was hat das Parlament zulasten des Werkplatzes Schweiz getan? Wenn wir eine ehrliche Bilanz ziehen, müssen wir sagen, wir haben mehr zulasten und wenig zugunsten des Werkplatzes Schweiz vollbracht. Das beunruhigt mich.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: C'est au début de ce débat que je vous ai apporté la réponse du Conseil fédéral. Je n'entends pas, après plus de trois heures d'horloge, conclure par un deuxième exposé ministériel, mais plutôt me limiter à quelques-uns des aspects qui ont été traités par les différents intervenants cet après-midi.

Je dirai tout d'abord aux orateurs et, en particulier aux députés de l'Argovie, qu'ils ont parlé avec gravité et sensibilité de la situation de leur région, telle qu'elle est née de la décision de ABB et, spécialement, des aspects humains que présente cette situation. Je veux, par leur intermédiaire, répéter, ici, aux intéressées et à leur région, les sentiments de sympathie et, bien davantage, notre volonté de solidarité à l'égard de tous ceux qui sont, hommes et femmes, touchés dans leur existence professionnelle, sinon dans leur dignité de travailleurs licenciés et, licenciés d'une entreprise dont la signification, dont le symbole pour le pays d'Argovie sont considérables.

Le Conseil fédéral n'entend pas se livrer au jeu des bonnes notes à propos du management de BBC. Je remarquerai simplement, que la volonté de restructuration – même si elle est intervenue trop tard, selon certains, ou si elle est intervenue selon une information insuffisante, selon d'autres – permanente, dans toutes les branches de notre économie, de notre industrie, comme pour le secteur tertiaire, est une nécessité pour une entreprise qui ne veut pas périr à terme. A cet égard, nous ne manquerons pas de citer, avec afflic-

tion, la liste des quelques entreprises – il y en a tout de même – qui, durant ces dix ou quinze dernières années, ont été condamnées à mort par leur faute, par l'insuffisance de leur révision critique, par l'insuffisance de leur adaptation à la demande de produits ou de services, par leur insuffisance dans la volonté de se restructurer. Nous ne pourrions donc faire le reproche à BBC de vouloir cette restructuration, qui est de nature à lui permettre de vivre dans des conditions convenables à l'avenir. D'ailleurs, son grand partenaire suédois ASEA s'est livré, quelques années plus tôt, à des travaux de restructuration d'une autre ampleur et d'une autre signification, puisque, à un moment donné, il s'est agi de faire passer la centrale d'ASEA de 2000 à 300 forces de travail et de fermer toute une série de fabriques, ce qui entraîna, au total, la disparition de 4000 emplois, qui ont été ensuite récupérés, compensés, mais le processus ne s'est pas opéré en une année.

Ce qui me paraît clair, pour en terminer avec l'appréciation de la situation que nous portons sur l'entreprise, c'est deux choses. La première est que la fusion avec ASEA, dont il a été fréquemment question dans le débat de cet après-midi, est une fusion volontaire, elle n'a pas été un acte unilatéral des Suédois, sur une pauvre entreprise suisse moribonde, dont on allait ne faire qu'une bouchée. Cette fusion a été décidée de part et d'autre, en toute force et en toute lucidité et, par conséquent, nous n'avons pas – je crois – à juger qu'il s'agit ici d'une sorte de coup de force, comme on en a eu d'autres exemples de la part de l'étranger, comme on en a eu d'autres exemples de la part de suisses aussi, venant absorber ou intégrer une entreprise. Il s'est agi bel et bien d'une fusion en bonne et due forme, née de la volonté identique des deux partenaires.

Le deuxième constat que je veux faire est que nous nous trompons certainement si nous nous imaginons que, sans cette fusion, BBC eût été jusqu'à la fin des temps à l'abri de toute réflexion sur ses structures, à l'abri de toute volonté, de toute nécessité de restructuration. Cela tombe sous le sens. Compte tenu de la dimension des formidables marchés internationaux auxquels s'attaquent ces entreprises, compte tenu de la mondialisation des domaines qu'elles ont en charge, de toute façon l'entreprise suisse BBC aurait été soumise à des révisions et à des révisions déchirantes, sous une autre forme sans doute, mais très profondément nécessaires aussi, même si elle n'avait pas procédé à la fusion.

Mais, et je quitte maintenant le strict domaine de BBC, car le débat de cet après-midi a été fort général, je le quitte parce que, comme le dit un porte-parole de l'Union syndicale suisse: «Panik um den Werkplatz Schweiz ist wegen des BBC-Arbeitsplatz-Abbaus fehlt am Platze ...» et je considère d'une manière générale que, en effet, cette industrie, cette économie n'est certainement pas moribonde ou insuffisamment compétitive, lorsque l'on sait qu'elle gagne la moitié de nos revenus à l'étranger, c'est-à-dire dans les conditions d'une économie mondiale devenue de plus en plus dure: c'est l'atténuation de la croissance et la faiblesse du dollar, c'est l'endettement, c'est le protectionnisme, c'est le durcissement de la concurrence sur les marchés internationaux, bref, toutes choses dont nous parlerons sans doute demain matin, en traitant du commerce international de la Suisse. Pour que nous gardions ces vertus, il faut que nous maintenions cet élan. Il est indispensable de faire jouer, d'une manière constamment plus systématique le réservoir de matière grise et de force de travail que représente notre pays, la vocation et la forme de la place industrielle qui est également la vocation et la forme de notre pays, les conditions de la place financière suisse et, enfin, des relations positives des partenaires sociaux.

Vous voyez que je ne parle pas, Monsieur Hubacher, que des conditions-cadres, mais encore de la capacité, de la volonté, de conduire aussi bien les institutions de l'Etat que les institutions privées. Si nous savons faire cet amalgame d'une manière plus complète qu'il n'a été fait, nous voyons – ne serait-ce que dans le secteur de la technologie – plus que des espoirs, des certitudes qui se renforceront dans de

nombreux domaines où nous n'avons pas abdiqué et où nous avons toutes nos chances: la mesure, les réglages et la régulation, la climatisation, l'estampage, l'injection, la soudure, les capteurs, les techniques médicales très en pointe, les nouveaux matériaux, le traitement des surfaces, la distribution et le transport du courant électrique, la pharmacologie, les produits synthétiques, la biotechnologie pour citer quelques domaines de pointe où la Suisse à sa place et où elle la tiendra.

Sans doute, Monsieur Rüttimann et quelques autres orateurs ont-ils fait remarquer que cela s'accompagnait d'une «tertiarisation», situation d'ailleurs parfaitement normale pour une économie arrivée au très haut stade de développement où est arrivée l'économie suisse.

Et cependant nous devons bien constater que le secteur secondaire demeure important: 38 pour cent des actifs en 1986, 41 pour cent des actifs dix ans plus tôt, vous voyez que l'évolution n'a pas été drastique, elle n'a pas été de nature à déstabiliser l'ensemble de notre économie. Au sein de l'OCDE, je constate que seule la République fédérale d'Allemagne et l'Autriche, avec 41,3 pour cent et 38,1 pour cent, ont un secteur secondaire plus étoffé que le nôtre. Nous occupons la troisième place, par conséquent en tête du peloton, et dans notre situation c'est largement plus que la France (32 pour cent), les Etats-Unis (28 pour cent) ou le Canada (25 pour cent), mais il demeure évident que cette évolution vers la tertiarisation se poursuivra. Un des orateurs a d'ailleurs signalé qu'il était un peu plus complexe de distinguer très nettement aujourd'hui entre secteur secondaire et secteur tertiaire. Il reste cependant évident aussi que sans un secteur secondaire minimal dirai-je, il n'est pas de secteur tertiaire possible.

J'en viens à un sujet qui a été abondamment traité cet après-midi, celui de la garantie contre les risques à l'exportation, qu'il ne faut pas confondre avec la garantie des risques à l'innovation – cette formule mort-née n'aurait d'ailleurs concerné en rien l'entreprise BBC puisqu'elle était supposée apporter un soutien aux petites et moyennes entreprises. En revanche, en ce qui concerne la GRE, il est vrai qu'une analyse de la situation et une comparaison avec les quatre pays d'Europe auxquels je songe – la République fédérale d'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie – révèlent, au niveau des taux de couverture qui peuvent être les mêmes dans la GRE suisse que dans des institutions semblables de ces quatre pays, que nos voisins ont en général des taux un peu plus élevés que nous, mais il s'agit quand même du même ordre de grandeur. En revanche, le risque commercial, qui est assumé par nos quatre voisins dans leurs institutions, n'est pas assumé à titre exclusif par la GRE, c'est vrai. D'autre part, les risques monétaires que la GRE a couverts pendant quelque temps ont été abandonnés, laissant d'ailleurs un découvert considérable dans notre GRE qui actuellement est redevable d'environ 600 millions de francs, ce qui est beaucoup, alors que les quatre pays précités continuent d'assumer ce risque monétaire.

Je constate qu'en ce qui concerne ABB cette société a touché en 1986 près de 25 pour cent du total des garanties accordées par la GRE en Suisse pour ses projets, et en 1987, ABB à elle seule a touché quelque 10 pour cent du montant total des garanties accordées au titre de la GRE à l'ensemble de notre industrie.

Dernière question: où en sont les travaux de la GRE? Nous les conduisons activement dans le sens d'une amélioration des perspectives financières, d'un système de tarification mieux élaboré, de l'introduction d'éléments de flexibilité dans le système – vous m'avez posé la question, Monsieur Herczog – et puis d'une recherche d'une police globale qui permettrait de couvrir d'une manière plus complète et plus harmonieuse l'ensemble des risques en les partageant entre la GRE et d'autres institutions.

Je vous ai annoncé, Monsieur le Vice-Président, que ce n'était pas un discours-«ministre», il arrive que les conseillers fédéraux tiennent promesse. J'avais dit vouloir terminer à 20 heures, nous sommes dans les délais.

Präsident: Die Diskussion über die Interpellation ist damit abgeschlossen.

Herr Zbinden Hans als Sprecher der sozialdemokratischen Fraktion kann nochmals erklären, ob er von der Antwort des Bundesrates befriedigt ist. – Herr Zbinden ist befriedigt. Damit ist die Interpellation erledigt.

Schluss der Sitzung um 20.00 Uhr

La séance est levée à 20 h 00

Dringliche Interpellation der sozialdemokratischen Fraktion Asea Brown Boveri (ABB). Abbau von Arbeitsplätzen

Interpellation urgente du groupe socialiste Asea Brown Boveri (ABB). Licenciements

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1988
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.323
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	14.03.1988 - 14:30
Date	
Data	
Seite	268-291
Page	
Pagina	
Ref. No	20 016 181